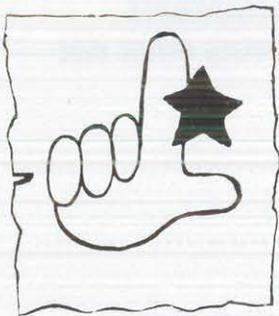


INPRECOR

Correspondance de presse internationale

Numéro 297
du 13 au 26
novembre 1989

BRESIL
Programme du PT



PORTUGAL
Après le meurtre
de José Carvalho

URSS
Renouveau religieux

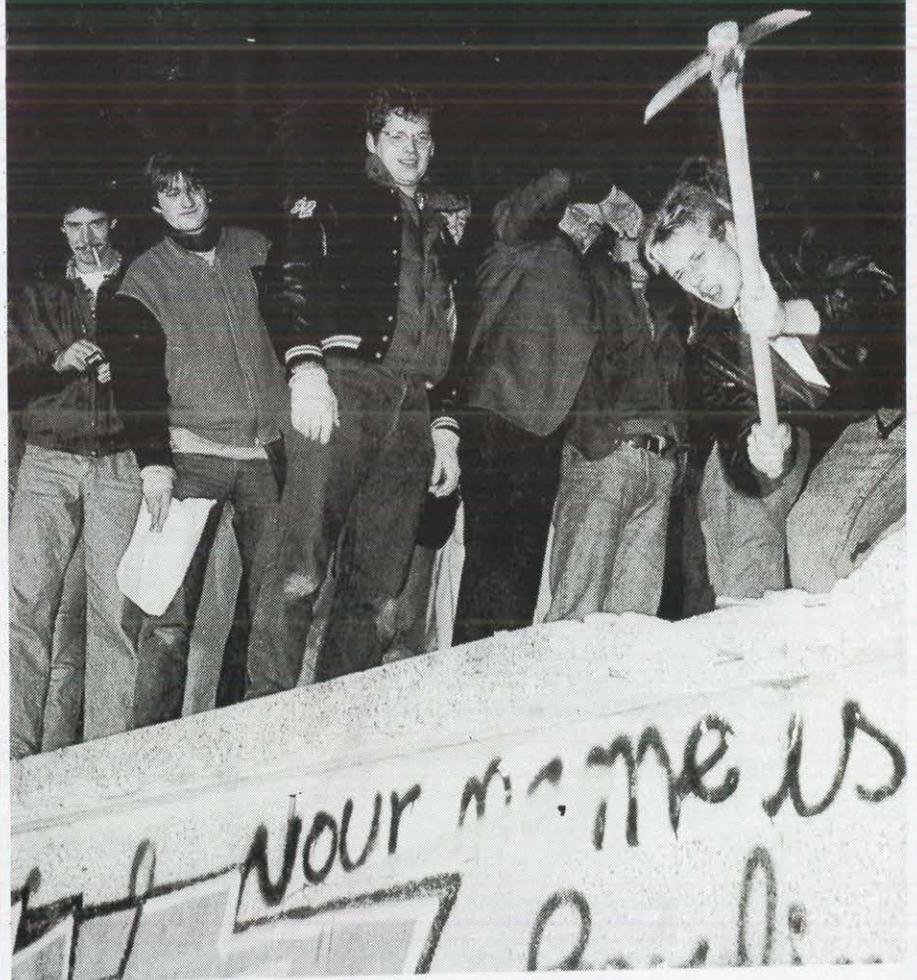
SUISSE
Sans armée ?

ISRAEL
Warshawsky
condamné à 30 mois

15 FF - 4 FS - 85 FB

Allemagne de l'Est

Que la révolution est belle !



INPRECOR

Revue bimensuelle d'information et d'analyse publiée
sous la responsabilité du Secrétariat unifié
de la IVe Internationale.

Éditée par Presse-Édition-Communication (PEC).

Administration : 2 rue Richard-Lenoir,
93108 Montreuil, France.

Directeur de publication : Christian Lamotte. Commission paritaire
numéro 59117, ISSN 1 0294 - 8516.
Imprimé par Rotographie.

SOMMAIRE DU NUMERO 297 Du 13 au 26 novembre 1989

- 3 RDA
La révolution politique et les dangers
qui la menacent
Ernest MANDEL
- 8 Fin de l'après-guerre allemand
Manuel KELLNER
- 9 Pour un socialisme authentique
DOCUMENT
- 11 Pour un Parti vert en RDA
DOCUMENT
- 12 PORTUGAL
Indignation unanime après le meurtre de Zé
Francisco LOUÇA
- 13 Zé de MESSA
Francisco LOUÇA
- 14 BRESIL
Election présidentielle sur fond de crise
R. JUAREZ
- 14 L'alternative du PT
DOCUMENT
- 16 SUISSE
« Il faut immoler la vache sacrée »
Sophie MASSOURI
- 17 Pour une Suisse sans armée
Interview de Gisèle HURLIMAN
- 19 UNION SOVIETIQUE
Mère Teresa au pays des Soviets
Konstantin KHARCHEV
- 21 Programme du Front populaire letton
DOCUMENT
- 24 EGYPTTE
Résistance ouvrière à Héliouan
Samia HUSSEIN
- 27 EN BREF :
ALGERIE : Le PST demande sa légalisation ;
PORTUGAL : Alliance PC-PSR pour les
élections ; EL SALVADOR : Assassins de
dirigeants syndicaux ; ISRAEL : Michel
Warshawsky condamné à trente mois
de prison.

Les articles signés ne représentent pas nécessairement
le point de vue de la rédaction.
Les articles non signés expriment les positions du Secrétariat
unifié de la IVe Internationale.

Enquête auprès des lecteurs

A l'occasion des 15 ans d'*Inprecor* que nous
célébrerons ensemble, en janvier prochain, lors de la sortie
du numéro 300, l'équipe de rédaction a voulu connaître
votre opinion sur cette revue.

De nombreuses réponses
au questionnaire ci-joint nous
sont déjà parvenues,
contenant leur lot de critiques
et de félicitations. Nous
remercions ceux et celles qui
l'ont rempli, et invitons les
autres à nous répondre avant
le 15 décembre, afin que
nous puissions prendre en
compte tous les avis.

A vos plumes!



La rédaction

ABONNEMENT 24 NUMEROS PAR AN

Nom - Prénom

Numéro et Rue

Commune

Code postal

Pays

Abonnement Réabonnement

Chèques bancaires et chèques postaux libellés à l'ordre de "PEC",
à adresser à *Inprecor*, 2, rue Richard-Lenoir, 93108 Montreuil, France.
Virements bancaires à "PEC", BNP, agence Robespierre, 153 rue de Paris, 93108
Montreuil, France, compte numéro 230179/90.
Virements postaux à "PEC", compte chèque postal numéro 2.322.42 T Paris

- Abonnement tous pays (voie de surface) :
140 francs pour six mois . 280 francs pour un an.
- Abonnement avion (Europe, Afrique du Nord, Moyen-Orient, DOM-TOM) :
155 francs pour six mois . 310 francs pour un an.
- Abonnement avion (Afrique et Amériques) :
180 francs pour six mois . 360 francs pour un an.
- Abonnement avion (Asie) :
195 francs pour six mois ; 390 francs pour un an.
- Pli fermé : France :
200 francs pour six mois, 405 francs pour un an.
- Autres pays (voie de surface) :
215 francs pour six mois. 430 francs pour un an.
- Pli fermé par avion : nous écrire.

**Diffusé dans les librairies par Diffusion Populaire
- 14 rue de Nanteuil, 75015 PARIS -**

La "fin du socialisme et de la révolution" ?

L'IMPRESSIONNISME, la tendance à prendre l'apparence pour la réalité, l'incapacité à comprendre les mouvements profonds de l'histoire, même quand ils sont si évidents, ont de tout temps, caractérisé l'idéologie des classes et castes dominantes. Cela ne manque pas d'exercer une forte pression sur le mouvement ouvrier, y compris son aile révolutionnaire, à des moments de tournants imprévus.

Jamais le vacarme sur "la fin du socialisme", "la fin de la révolution", "la fin du communisme", dans les médias, n'a été aussi bruyant que maintenant. La chute du Mur de Berlin serait la preuve finale du triomphe du capitalisme ou de la social-démocratie réformiste intégrée dans le capitalisme ? Tout ce beau monde ne semble pas s'apercevoir, qu'à l'évidence, le Mur de Berlin n'a pas été renversé par les capitalistes... mais par les masses populaires soulevées de RDA. Combien de temps le vacarme des salles de rédaction couvrira-t-il le bruit de la rue occupée par des millions de travailleurs est-allemands ?

Ce qui est en train de mourir, ce n'est ni le socialisme, ni la révolution. Ce qui est en train de mourir, c'est le stalinisme et le post-stalinisme qui, comme le disent, aujourd'hui, la majorité des Soviétiques eux-mêmes, sont incompatibles avec le socialisme. L'heure du socialisme peut sonner justement, à partir de ce moment-là, en RDA, en URSS et... dans beaucoup de pays impérialistes et du Tiers-monde. La révolution qu'on avait prématurément enterrée, comme en 1967, relève fièrement la tête en RDA, comme elle fera demain, ailleurs.

Mieux, la liberté peut basculer dans notre camp, et cette combinaison de socialisme-communisme et de liberté est invincible. Il n'est pas difficile d'imaginer les conséquences d'une situation où, en RDA, la liberté de manifester serait plus élargie qu'en RFA ; avec une loi électorale plus libérale ; une presse quotidienne et une télévision plus critiques à l'égard des autorités et plus ouvertes aux gens du peuple ; des comités de contrôle de citoyens sur la protection de l'environnement avec plus de pouvoirs ; une élimination plus radicale de la pauvreté ; une égalité entre hommes et femmes plus poussée ; une suppression plus radicale du militarisme, et surtout, des droits syndicaux dans l'entreprise (auto-gestion et non co-gestion) plus avancés. Tous les discours hypocrites de la bourgeoisie sur la démocratie se retourneront, alors, contre elle.

Si la révolution est-allemande triomphe, cela sera une étape importante qui sera franchie vers le développement de la révolution socialiste mondiale. ■

INPRECOR
13 novembre 1989



REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE ALLEMANDE

La révolution politique et les dangers qui la menacent

LA REVOLUTION POLITIQUE en Allemagne de l'Est, c'est aussi une renaissance spectaculaire de la démocratie ouvrière et des débats passionnés et passionnants sur les perspectives de la révolution et du socialisme. Début novembre, notre camarade Ernest Mandel était l'invité officiel de l'Université Humboldt, en Allemagne de l'Est, pour y animer deux conférences, pendant une semaine. L'opposition en a profité pour organiser une discussion publique sur la démocratie socialiste entre Mandel et plusieurs représentants du Parti communiste est-allemand (SED). Lors de ces débats, Mandel est intervenu comme représentant de la IVe Internationale et a pu développer l'ensemble des idées de notre courant. Il a également eu l'occasion d'assister aux manifestations de masse qui ont précédé la chute du Mur de Berlin.

Ernest MANDEL



LA MONTEE du mouvement de masse qui secoue la RDA a pris l'ampleur d'une véritable révolution. Ce mouvement dépasse tout ce qu'on a vu en Europe depuis mai 1968, sinon depuis la révolution espagnole.

Le langage des chiffres est clair. Les 4, 5 et 6 novembre 1989, près de deux millions de personnes sont descendues dans la rue. De 750 000 à un million de personnes à Berlin, le 4 novembre (la plus grande manifestation dans l'histoire du mouvement ouvrier allemand) ; 350 000 à Leipzig ; 300 000 à Dresde ; 70 000 à Karl-Marx-Stadt (Chemnitz) ; 60 000 à Halle ; 50 000 à Zwickau ; 25 000 à Schwerin ; des dizaines de milliers dans plusieurs autres villes, des milliers dans de nombreuses villes mineures. Proportionnellement à la population dans son ensemble, cela équivaudrait à 7 à 8 millions de manifestants en France ou en Italie, de 5 à 6 millions dans l'Etat espagnol. On n'a jamais vu cela en l'espace de trois jours.

Pas le moindre doute n'est permis sur la prédominance ouvrière de ces

manifestations. Elle découle de leur ampleur même. Comment dans une ville comme Leipzig — le principal centre industriel de la RDA — pourrait-il y avoir 350 000 manifestants sur 500 000 habitants, si la quasi-totalité de la classe ouvrière n'était pas descendue dans la rue ? Y aurait-il, à Berlin-Est, ville de un million et demi d'habitants, 750 000 intellectuels, ménagères et lycéens ?

Le caractère prolétarien de la révolution qui a commencé en RDA est surtout attesté par l'énorme ébullition dans les entreprises. Il est vrai que, contrairement à mai 1968 et à l'automne chaud italien de 1969, il n'y a pas (encore) formellement de grèves. Mais, dans la plupart des grandes entreprises, des assemblées ouvrières discutent en permanence de la situation. La production connaît, ainsi, une chute qui exerce une forte pression sur la bureaucratie. Dans plusieurs "bastions" ouvriers, notamment dans les usines chimiques Leuna, la plus grande usine du pays, ces assemblées discutèrent des projets de résolution proclamant une grève générale de trois jours, au cas où le Bureau politique ne démissionnait pas. Celui-ci a dû démissionner.

La manifestation du 4 novembre 1989, à Berlin-Est, se distingue, outre le

nombre de participants, par une explosion sans précédent de spontanéité revendicative. Tout un peuple travailleur, mis en tutelle, embrigadé, chaperonné, réduit au silence, opprimé pendant des décennies, s'est brusquement réveillé comme un géant brisant ses chaînes. C'est une caractéristique de toute révolution authentique.

Les "gens d'en bas" en marche

Les humbles, les "gens d'en bas", se redressent, marchent debout, retrouvent leur voix, se mettent à crier, à clamer tout ce qui ne va pas, tout ce dont ils souffrent, tout ce qu'ils n'acceptent plus. C'était ce peuple qui occupait le centre de Berlin-Est, le 4 novembre. Et, chose jamais vue : ils ne se contentaient pas de crier. Ils ne laissaient pas la plume aux notables, comme lors de la rédaction des Cahiers de doléances, à la veille de la Révolution française. Ils ont pris eux-mêmes le pinceau. Ils se sont mis à écrire eux-mêmes.

Les manifestants portaient au moins 7 000 pancartes et banderoles qu'ils avaient fabriquées eux-mêmes, et dont plus de 90 % n'émanaient d'aucune organisation ni d'aucun groupement, et sortaient tout droit du cerveau et du cœur de la masse des travailleurs. Les descendants de Rosa Luxembourg (1) se sont montrés dignes d'elle. Aujourd'hui, l'histoire proclame qu'elle n'a pas lutté en vain, et n'est pas morte pour rien.

Il est manifestement impossible de reproduire ici toutes ces pancartes et banderoles (voir encadré ci-contre). Leur ton général reflétait un mélange d'espoir et de scepticisme, d'humour et d'insolence, mélange qui exprime parfaitement le niveau actuel de la conscience des masses. Autre preuve du sens politique des manifestants : au lieu de rentrer à la maison avec leurs pancartes, après la dissolution du cortège, ils les ont collées par centaines sur le bâtiment du Parlement, la *Volkshamer*.

Le leitmotiv des revendications était : « *Nous sommes le peuple* » ; « *Nous restons ici* » ; « *Elections libres* » ; « *Contre la répression* » ; « *Légalisation de Nouveau Forum* » ; « *Syndicats libres* » ; « *Liberté de voyager* ».

La manifestation avait été organisée par les sections syndicales des quatre grands théâtres de Berlin (2). Elle s'est transformée en une coopération exemplaire entre intellectuels et ouvriers, rappelant le "Printemps de Prague" et radicalement différente de ce qui se passe en URSS, pour ne pas dire en Hongrie et en Pologne.

Vingt-sept orateurs représentaient tous les courants d'opposition, sauf le courant d'extrême gauche. Deux orateurs de l'aile réformatrice du SED, étaient également présents et furent passablement sifflés par la foule. Un orateur explicita les revendications ouvrières formulées par un groupe d'initiative pour des syndicats indépendants : réduction immédiate du temps de travail ; augmentation des salaires, réduction des différences salariales des retraités ; contrôle populaire sur l'approvisionnement ; pas d'augmentation des normes sans augmentation de salaires.

A la tribune, comme parmi la foule, la manifestation avait une composante in-

bon enfant berlinoise : « *Gorbi, nous te remercions. Tu nous a aidés. Maintenant, nous allons t'aider à notre tour* ». A la tribune on a lu un poème soviétique : *Lettre du prisonnier politique inconnu au camarade Staline*.

Tout cela n'est pas fortuit, de même que ne l'est pas le rejet unanime du nationalisme et du militarisme par la foule. La RDA est, aujourd'hui, le seul Etat du monde qui se définit exclusivement par son identité sociale. Il n'a aucune identité nationale. Les masses populaires de RDA rejettent toute tradition militariste, y compris ce monstre-avorton combinant militarisme stalinien et militarisme prussien que la bureaucratie du SED a, en vain, cherché à transplanter dans la jeunesse. Cela crée dans la classe ouvrière, l'intelligentsia, et la jeunesse de RDA une réelle ouverture à l'internationalisme, du moins pour le moment. Son avenir est lié à l'avenir même de la révolution politique et à ses répercussions dans le reste de l'Europe et du monde.

Les conquêtes du mouvement de masse

En l'espace d'un mois, le soulèvement des masses laborieuses a déjà accumulé une foule de conquêtes. La situation politique et sociale en RDA a changé avec une rapidité qui caractérise justement les véritables explosions révolutionnaires.

L'opposition a conquis de fait droit de cité. Tous les groupements, y compris l'extrême gauche, agissent au grand jour. Le principal groupement d'opposition, le Nouveau Forum, parle à la radio et à la télévision, est interviewé à la télévision ouest-allemande, recrute en cascade, du moins dans sa forteresse de Leipzig. Il se bat maintenant pour pouvoir participer aux prochaines élections. Sans cette participation, ces élections perdraient toute légitimité. Elles seraient inutiles, même du point de vue de la bureaucratie. Le principe en a été proclamé comme acquis par la session du Comité central du Parti socialiste unifié (SED), des 8 et 10 novembre derniers. On voit mal comment cela pourrait être évité en dernière minute.

La répression s'est pratiquement arrêtée. Les prisonniers politiques sont li-

Slogans de la manifestation de Berlin

- **« Policiers abusés, retournez-vous contre le stalinisme »**
 - **« La gauche contre ceux d'en haut »**
 - **« Pas de néo-nazis chez nous »**
 - **« Industrie chimique, introduisez les filtres »**
 - **« Ouvriers, utilisez vos cellules grises, faites attention aux chiens qui ne font qu'aboyer »**
(en allemand, cela rime)
 - **« Tout le pouvoir aux rédacteurs »**
 - **« Plus jamais de mensonges »**
(Pancartes des journalistes)
 - **« Seuls des poissons morts flottent sur le courant »**
 - **« A la place de co-gestion, autogestion »**
 - **« Pas de phrasnost ! Glasnost ! »**
 - **« Pour le droit à l'objection de conscience »**
(Ecoles démilitarisées !)
 - **« Le monopole du pouvoir produit l'abus de pouvoir, même dans le socialisme »**
 - **« Retraites égales pour tous »**
 - **« Le chariot est trop enfoncé dans la merde. Il faut écarter tous les postillons en place »**
 - **« La rue, c'est la tribune du peuple »**
 - **« Proposition pour le premier mai : les dirigeants défilent devant le peuple »**
 - **« Utilisez votre pouvoir : formez des conseils ouvriers »**
 - **« Mémes droits pour tous les partis »**
 - **« Contrôle de l'Etat et de la police par des organes populaires élus »**
 - **« Réhabilitez les victimes du stalinisme »**
 - **« Sans vérité sur le passé, pas de vérité sur le présent »**
 - **« Fondez des partis politiques »**
 - **« Révolution d'octobre 1989 »**
 - **« Stasi au boulot [à l'usine] »**
 - **« Krenz zu Tisch »**
- (c'est un calembour : littéralement cela signifie : **Krenz à table. Mais Tisch est aussi le nom du secrétaire général de la confédération syndicale FDGB, qui vient de démissionner sous la pression des travailleurs. Cela veut donc dire : démission de Krenz**)

ternationaliste qui réchauffait le cœur. Le meeting a débuté par une chanson pour le Nicaragua, interprétée par deux jeunes chansonniers qui venaient d'être passés à tabac par les flics, il y a quelques semaines à peine. La foule les acclama longuement.

Un appel fut lancé pour la solidarité avec l'opposition persécutée en Tchécoslovaquie. Des appels et des pancartes de solidarité avec l'Afrique du sud étaient brandis. Il y avait des pancartes de solidarité avec les étudiants chinois. Il y avait une pancarte pleine d'insolence

1) Révolutionnaire polonaise et dirigeante de l'aile révolutionnaire de la social-démocratie allemande, elle fut assassinée, ainsi que Karl Liebknecht, par les Corps francs de Noske, en 1919, lors de la répression de la révolte spartakiste de Berlin.

2) Une de ses initiatrices était la petite fille de Bertold Brecht. Le théâtre de Brecht prépare d'ailleurs, pour le jour d'anniversaire de Staline, une pièce spécialement écrite sur les crimes de Staline.

bérés. Le chef de la police de Berlin-Est s'est excusé, depuis le balcon de la "mairie rouge", pour les méfaits des policiers. La police secrète, la *Stasi*, haïe par le peuple, se terre. Son responsable, Mielke, a été éliminé du Bureau politique (BP). Il le sera sans doute aussi du Comité central.

Le droit d'émigration, de libre circulation des personnes est acquis. Le "Mur de Berlin" a sauté. Le gouvernement a démissionné, comme l'ont réclamé les manifestations. Le nouveau chef du gouvernement, Modrow, dirigeant du SED de Dresde, est le chef de file des gorbatchéviens réformateurs. Son second, Schabowski, essaye de faire figure de réformateur à Berlin. Une partie (pas tous) des conservateurs a été éliminée du BP, sous la pression de la rue.



Débats passionnants

Les médias se sont ouverts, pas autant que dans l'URSS d'aujourd'hui, mais bien plus que dans l'URSS de la première phase de l'ère Gorbatchev. Dans la presse du Parti, surtout les journaux des organismes de base et le quotidien des Jeunesses communistes, *Junge Welt*, des textes non-conformistes et franchement oppositionnels sont largement diffusés. En fait, des tendances et des fractions se constituent ouvertement au sein du SED (cela va plus loin qu'en URSS). Spectacle sans précédent : le soir du 8 novembre, devant le bâtiment du Comité central où celui-ci venait d'entamer une session de trois jours, plus de dix mille membres oppositionnels du SED s'étaient rassemblés, portant des centaines de pancartes, réclamant, avant tout, un Congrès extraordinaire du Parti avant la fin de l'année. Le 10 novembre, le BP a dû céder et la tenue prochaine du congrès est acquise.

Tous les groupements d'oppositionnels, y compris ceux à l'intérieur du SED, préparent des publications indépendantes à grand tirage.

Dans les entreprises, des débats passionnants sont en cours sur le remplacement des structures organisationnelles (voir encadré p. 6). Renouvellement des syndicats officiels ? Création de nouveaux syndicats ? Réélection de toutes les délégations par des élections libres à plusieurs candidats ? Revalorisation des conseillers d'entreprises (*Betriebstrate*), de tradition glorieuse en Allemagne centrale ? Les décisions seront prises sans doute dans un avenir très proche.

Les instituteurs prennent d'office des mesures pour relancer un système d'éducation qui avait fait l'admiration du monde, mais que la bureaucratie a complètement sapé par peur de la "pensée dissidente". Les médecins et les infirmières se préparent à agir dans le même sens, en ce qui concerne le système hospitalier.

Toutes ces initiatives, qui se produisent jusque dans les petites villes de province, entraînant des centaines de milliers de personnes dans les domaines les plus divers, sont pour le moment absolument incontrôlables. Leurs retombées seront, en tout cas, durables. Exemple émouvant : des gamins du lycée Ossietzky à Frankfort-sur-Oder, avaient été chassés de l'école et interdits d'inscription dans tous les lycées de RDA, sur intervention personnelle de Krenz. Leur "crime" ? Avoir proposé, dans un texte manuscrit, une légère réduction des dépenses militaires en faveur des dépenses d'enseignement, puisqu'il y a la détente en Europe centrale. Ils sont, aujourd'hui, fêtés comme des héros nationaux dans tout le pays.

Les faiblesses du mouvement

Mais on ne doit pas se laisser aller à une euphorie spontanéiste, et croire que ce magnifique mouvement révolutionnaire va durer et triompher du seul fait de son ampleur. L'explosion révolutionnaire est marquée par deux faiblesses graves qui risquent de la condamner, à terme, à l'échec.

Tout d'abord, il n'y a que des embryons de véritables structures d'auto-organisation. Des manifestations, même les plus larges, ne peuvent pas, à la longue, remplacer de telles structures. Les courants les plus lucides de l'opposition — ceux à l'intérieur du SED comme ceux à l'extérieur — en sont parfaitement conscients. Ils multiplient les initiatives les plus diverses dans ce sens. Ils les formulent aussi dans leurs écrits (un grand nombre de tracts et de circulaires s'échangent en RDA). Mais pour le moment, les masses paraissent hésiter, sinon s'abstenir. Peut-être cela changera-t-il avec l'émergence de nouvelles structures d'auto-organisation dans les entreprises. Ce serait sans doute un nouveau saut qualitatif de la révolution.

A Leipzig, il existe une situation exceptionnelle : le Nouveau Forum, deve-

nu de fait organisation de masse, y a établi un véritable régime de dualité de pouvoir. Il est capable de former, chaque lundi, des cortèges immenses, d'organiser un service d'ordre exemplaire, non-violent mais massif. Il n'a cependant pas de direction élue.

Par ailleurs, le mouvement populaire et l'opposition n'ont pas d'objectif politique précis ni une idée claire des institutions à créer pour exercer le pouvoir. En gros, et avec certaines nuances, on peut distinguer cinq courants majeurs parmi les forces politiques en présence.

Les forces en présence

— Le courant de l'opposition de masse, incarné par le Nouveau Forum, l'organisation "Démocratie aujourd'hui", et par les

"Chrétiens pour le socialisme" de l'Eglise protestante, ainsi que par le Parti social-démocrate (SPD) reconstitué. Toutes ces organisations s'affirment clairement en faveur d'un socialisme démocratique, fondé sur la propriété collective des grands moyens de production et sur le pluralisme politique (voir "l'Appel de Böhlen" qu'elles ont signé en commun, *Inprecor* numéro 296 du 30 octobre 1989). Elles n'ont cependant pas d'idées claires sur les institutions et le gouvernement de pouvoir ouvrier/populaire. S'y rattachent, mais sur des positions moins claires, certains "Partis du bloc" (3), avant tout le Parti libéral-démocratique (PLD) de Gêr-lach.

Ensemble, ces courants remporteraient sans doute la majorité en cas d'élections libres. Mais une différenciation semble inévitable. La droite de Nouveau Forum et certains "Partis du bloc" vont sans doute évoluer à droite, d'autres plus à gauche. Le SPD est, aujourd'hui, un parti social-démocrate de gauche (voir p. 11) qui se prononce pour le maintien de la propriété collective, sauf dans le commerce de détail. Cela va-t-il durer ? Il est difficile de faire des pronostics à ce propos.

— Le courant de gauche qui vise un Etat ouvrier démocratisé fondé sur le pluralisme politique, les libertés démocratiques, la propriété collective des grands moyens de production et des banques, une planification démocratique et décentralisée, l'autogestion ouvrière (voir p. 9). Ce courant est majoritaire au sein de l'opposition à l'intérieur du SED, mais très minoritaire à l'extérieur du SED. Il a la sympathie de beaucoup d'ouvriers, mais il est difficile de juger de son influence globale.

— Le courant conservateur post-stalinien, qui veut maintenir le statu quo avec quelques changements de façade.

3) Les "Partis du bloc" sont le Parti socialiste unifié (SPD), le Parti libéral démocrate (LDPD), l'Union démocratique chrétienne (CDU), le Parti national démocrate (NDPD), et le Parti démocrate paysan (DBD) qui participent au gouvernement avec le SED.

Appel pour construire des syndicats indépendants

Collègues !

Qu'a fait la FDGB (syndicat unique) pour nous en quarante ans ?

A-t-elle posé le problème de la réduction du temps de travail comme revendication fondamentale vis-à-vis de la direction des entreprises ? Pourquoi n'a-t-elle pas lutté avec nous pour conquérir la semaine de travail de quarante heures ? S'est-elle souciée de nos salaires qui ne suivent plus la courbe de l'inflation ? Pourquoi les tarifs n'ont-ils pas été fixés selon le niveau des salaires ?

Où étaient les dirigeants de la FDGB, lorsqu'on a introduit de nouvelles normes de travail dans les entreprises ? Etaient-ils de notre côté ? S'opposaient-ils aux normes ne correspondant pas à nos intérêts ?

Pouvons-nous considérer la FDGB comme le représentant effectif de nos intérêts, alors que nos collègues à l'Ouest peuvent bénéficier, en moyenne, de dix jours supplémentaires de congés payés par an ? La FDGB, a-t-elle fait quelque chose pour réduire le pouvoir des rentiers ? Est-il déjà arrivé que la direction syndicale refuse des plans étatiques opposés aux intérêts des travailleurs ? A-t-on déjà vu les syndicats s'opposer au Parti et à l'Etat ?

Depuis quarante ans, personne ne défend nos intérêts, ça suffit !

Nous ne devons plus nous laisser organiser, même pas par les "hommes nouveaux" ; nous devons nous organiser nous-mêmes. Les prochaines années ne seront pas de la tarte pour nous. Les menottes doivent être dénoncées. Les prix augmenteront, les salaires beaucoup moins. La tâche de l'Etat est celle de diriger la société, mais il menace de démissionner dans des brefs délais. Nous devons sortir le char de la boue !

Pour empêcher une baisse du niveau de vie de la plupart d'entre nous, nous avons besoin de nos propres représentants.

— Il faut convoquer des assemblées générales et présenter la note aux directions syndicales.

— Les travailleurs doivent pouvoir s'exprimer.

— Ils doivent présenter leurs propres revendications aux directions des entreprises.

— Il faut les soutenir, lorsqu'ils rencontrent des difficultés.

— Les résultats des luttes doivent être rendus publics immédiatement, afin d'empêcher des représailles.

— Il faut établir des contacts avec les travailleurs des autres entreprises.

— Il faut bâtir des syndicats indépendants ! ■

**Bureau de contact
"Initiative pour des syndicats
Indépendants", Berlin.**

Il est majoritaire au sein de l'appareil, minoritaire au sein du SED, et pratiquement inexistant au sein des masses inorganisées.

— Le courant "réformateur" dans l'appareil. Il est largement majoritaire dans le SED, mais (encore) minoritaire au sein de l'appareil. Il a pour le moment peu d'échos dans la population sans parti, mais cela pourrait changer s'il réalise des réformes substantielles. Il se subdivise en une aile technocratique à vocation néo-libérale du type polono-hongrois, fortement attirée par "l'économie de marché" à la suédoise, et une autre aile plus sensible à la pression ouvrière et à la tradition socialiste.

Une scission du SED en trois ou quatre partis semble possible à terme, voire même probable.

— Le courant que l'on peut qualifier de pro-capitaliste, favorable à une réunification inconditionnelle avec la République fédérale allemande (RFA), ce qui signifierait, dans les conditions actuelles, une absorption de la RDA par la RFA impérialiste. C'est surtout le plus petit des partis du bloc, le Parti national-démocratique (PND) qui semble, pour le moment, le bouillon de culture des tendances pro-capitalistes. Il n'a pratiquement pas d'écho au sein du mouvement de masse. Lors des grandes manifestations des 4-6 novembre, pas une seule pancarte ne réclamait la réunification. Seules deux pancartes sur 7 000, à Berlin, demandaient "l'économie sociale du marché". Quelques pancartes réclamaient la liberté pour les artisans, ce qui n'est d'ailleurs pas à rejeter a priori.

Mais il faudra beaucoup de temps, beaucoup d'efforts, et surtout une avant-garde politiquement capable d'appliquer la tactique du front unique à l'égard de toutes les forces des masses ouvrières en présence, pour dégager des objectifs institutionnels précis, tant dans le domaine des institutions politiques que dans celui de l'économie, pour permettre une victoire et une consolidation de la révolution politique.

Les risques de répression

Pendant plusieurs semaines, la population de la RDA, et surtout les milieux de l'opposition, a sérieusement pris en considération l'éventualité d'une répression violente, voire d'un "Tiananmen allemand". Le fait même que les manifestations se soient poursuivies, en dépit de cette inquiétude, démontre à quel point les masses ont prit conscience de leur force et ont rejeté le fardeau de la peur et de la résignation. Encore une fois, ce sont les signes d'une véritable révolution.

D'autant plus que cette inquiétude n'était pas sans fondements. Le jour décisif a sans doute été le 9 octobre : les blindés avaient pris place à Leipzig, avec ordre de tirer. Des salles entières avaient été dégagées dans les écoles et les hôpitaux, pour soigner les blessés. Les infirmières en avaient informé, sur le

champ, les sections syndicales des grandes entreprises.

Le bruit court que l'ordre de tirer n'a été annulé que deux heures, voire même une demi-heure, avant le début de la manifestation massive. La décision, venue du BP et transmise par Krenz, aurait sans doute été le résultat d'une forte pression de Moscou.

Gorbatchev aurait averti Honecker que s'il faisait tirer sur le peuple, toute la politique étrangère du Kremlin s'effondrerait. On se serait retrouvé alors, dans un climat de guerre froide pire que lors de la construction du Mur de Berlin, avec des conséquences économiques désastreuses pour l'URSS et pour tous les Pays de l'Est. Il est impossible de vérifier cette information, mais elle paraît plausible, car conforme à un jugement réaliste sur les répercussions internationales d'un tel crime.

L'ampleur même des manifestations a cependant aussi pesé sur la décision du BP. Cela rend peu probable un coup de force, à ce stade, même s'il y avait un changement de direction au Kremlin. Une provocation policière n'est certes pas exclue, mais l'opposition essaye de l'éviter au maximum, en insistant, à juste titre, sur le caractère non-violent du mouvement, appliquant la règle de l'auto-contrôle au sein des manifestants, en entourant de cordons de sécurité les locaux de la police, afin d'éviter tout affrontement direct.

Plus de gendarmes internationaux

Il faut placer ce problème dans un contexte géographique et historique plus large. Depuis 1917, tous les révolutionnaires ont espéré la jonction de la révolution allemande et de la révolution russe. Cela constituerait la percée décisive de la révolution mondiale. Par réflexion parallèle, la bourgeoisie internationale (et par la suite, la bourgeoisie et la bureaucratie contre-révolutionnaire du Kremlin) a cherché par tous les moyens à trouver des gendarmes pour écraser dans l'œuf la possibilité d'une révolution victorieuse en Allemagne. Noske et ses Corps francs ; la Reichwehr ; les SS et la Wehrmacht ; les armées victorieuses de la Seconde Guerre mondiale ; l'OTAN et le Pacte de Varsovie, ont successivement rempli cette fonction (4).

Aujourd'hui, pour la première fois depuis 1918, la révolution politique en RDA débute dans une situation internationale où personne ne peut, dans l'immédiat, jouer ce rôle de gendarme. C'est le résultat d'un grand nombre de changements qui se sont produits à l'échelle mondiale, au cours des dernières décennies : le syndrome vietnamien aux Etats-Unis ; la montée du mouvement anti-guerre en RFA ; les changements qui se

4) Le social-démocrate Gustav Noske est un des principaux responsables de la répression des soulèvements communistes de Berlin, et Munich en février-mars 1919. La Reichwehr et la Wehrmacht sont les noms donnés à l'armée allemande avant et après le Ille Reich.

sont produits en URSS, après l'arrivée au pouvoir de Gorbatchev ; l'abandon de la "doctrine Brejnev de souveraineté limitée". Il faut prendre conscience des répercussions qu'une victoire de la révolution politique en RDA, une prise du pouvoir par la classe ouvrière de RDA (qui est possible, mais pas certaine, ni probable) pourrait avoir du point de vue de la révolution mondiale. L'étincelle venant de RDA pourrait embraser toute l'Europe, voire l'URSS et la Chine.

Cela met en relief le véritable dilemme auquel sont confrontés le Kremlin et Washington/Bonn/l'OTAN. Si l'URSS répète une intervention comme en Tchécoslovaquie, en 1968, toute la politique de Gorbatchev s'effondre. Simultanément, une protestation formidable, au moins égale (sinon supérieure) à celle du peuple américain contre la guerre du Vietnam, se déclencherait en URSS. Mais si Moscou laisse s'installer un pouvoir ouvrier démocratique à Berlin-Est, cela se répercuterait rapidement en URSS, en Europe Orientale et en RFA, avec des effets "déstabilisateurs" que Gorbatchev craint comme la peste.

Parallèlement, si Washington et Bonn interviennent contre les ouvriers est-allemands, une protestation populaire formidable éclaterait en RFA, avec une possibilité de grève générale, et des répercussions incalculables dans le reste de l'Europe, voire même aux Etats-Unis. Mais s'ils laissent faire, les perspectives pour la stabilité de l'Europe capitaliste ne seront pas meilleures.

Dès le 9 novembre, un porte parole de l'OTAN en a tiré une conclusion paradoxale : le Pacte de Varsovie est, aujourd'hui, un facteur vital de la stabilité en Europe. Seulement voilà, le Pacte de Varsovie est pratiquement impuissant à intervenir, pour le moment, contre les ouvriers de la RDA...

La conclusion, du point de vue des intérêts du mouvement ouvrier et des révolutionnaires, coule de source : défendons la souveraineté illimitée des tra-

vailleurs de RDA ; opposons-nous à toute diversion, à toute provocation, qui permettraient aux gouvernements, tant à l'Ouest qu'à l'Est d'empêcher les travailleurs de RDA de décider librement de leur propre sort, qui faciliteraient l'intervention de quelconques gendarmes contre ces travailleurs.

Les risques de récupération

La bureaucratie aux abois manœuvre, aujourd'hui, dans le sens d'une reprise en main du mouvement de révolte, par l'annonce et la réalisation de réformes réelles, mais limitées. Vu la méfiance des masses et l'ampleur du soulèvement, la récupération par de simples promesses est absolument impossible. Aussi bien la nomination de Krenz comme secrétaire général, que la démission du gouvernement et la formation d'un nouveau BP, le 8 novembre, ne sont que des batailles d'arrière-garde des "conservateurs". Ces "solutions transitoires" ne seront qu'éphémères.

Plus sérieuse serait une tentative de réforme "à la Gorbatchev", s'appuyant sur une coalition qui engloberait, outre l'aile réformatrice de l'appareil autour de Modrow, une partie des dirigeants les plus modérés de l'opposition. Ceux-ci, à la fois pour des considérations opportunistes, de "Realpolitik", par la peur d'une intervention du Kremlin « *si on va trop loin* », (peur qui persiste malgré tout) et sans doute aussi par la peur d'un "saut dans l'inconnu" qui recoupe la crainte d'une authentique révolution ouvrière, seraient prêts à une solution "à la polonaise", du moins dans le domaine politique : partager, voire diriger le gouvernement avec les réformateurs du SED, tout en laissant entre les mains de la nomenklatura le contrôle de l'appareil armé.

La victoire électorale que l'opposition peut escompter en cas d'élections libres encouragerait une telle option. Même le SPD, avec l'appui direct du SPD ouest-allemand, pourrait s'engager dans cette

voie. Une telle réforme peut-elle réussir ? A court terme oui, sur le plan purement institutionnel. Mais elle n'arrêtera pas l'essor du mouvement de masse. Elle n'étouffera pas leur auto-activité aux mille facettes. Au contraire, elle risque même de la stimuler. Voilà la grande différence avec la situation polonaise.

Dans ces conditions, elle stimulerait aussi la différenciation politique. Des institutions politiques hybrides auraient peu de chances de se stabiliser. A moyen terme, l'échec des "réformateurs" semble probable.

Les risques d'usure

L'expérience nous prouve qu'un mouvement de masse, même des plus spontanés et des plus larges, ne peut pas durer indéfiniment. Il doit arracher la victoire décisive, sinon il commence à décliner. Personne ne peut fixer, d'avance, ses limites dans le temps.

Si le mouvement de masse commence à décliner ; si le scepticisme commence à s'installer et si l'espoir s'évanouit ; si, dans ces conditions, le nombre de citoyens de la RDA émigrant en RFA augmente de manière qualitative ; si la situation économique se détériore gravement (notamment en fonction d'un tel exode massif et des problèmes non résolus de convertibilité des monnaies), alors, à un certain moment, la situation politique peut basculer.

La majorité de la population qui reste en RDA pourrait en venir à considérer que l'adhésion à la RFA, sous une forme ou une autre, serait un moindre mal par rapport à la misère croissante. Même alors, cette population resterait cependant prête à défendre ses acquis sociaux (plein emploi, sécurité sociale, pauvreté éliminée), dans le cadre d'une Allemagne capitaliste unifiée. La bourgeoisie ouest-allemande peut calculer, à son tour, que les avantages économiques de la réunification et ses répercussions sur le reste de l'Europe de l'Est peuvent neutraliser les coûts financiers et les risques politico-sociaux de l'opération (qui seront de toute façon considérables).

La révolution politique serait, dès lors, vaincue par l'usure et par l'absence de débouchés politiques. La classe ouvrière est-allemande se replierait alors sur une position défensive, avec une immense déception, mais sans avoir perdu tout son potentiel de combat. A plus long terme, ce potentiel pourrait même développer celui de la classe ouvrière ouest-allemande. Mais opter pour cette hypothèse, aujourd'hui, c'est parier sur la défaite avant que la bataille décisive ne soit engagée. Au contraire, dans les conditions actuelles, la tâche des révolutionnaires est d'aller contre le courant et de courir à l'aide des travailleurs de RDA, de défendre, de protéger et d'aider de toutes leurs forces la révolution politique qui a commencé en RDA, afin qu'elle soit victorieuse le plus vite possible. ■

13 novembre 1989



Fin de l'après-guerre allemand

L'INTERVENTION des masses de RDA sur la scène politique n'a pas seulement ébranlé le pouvoir de l'Etat-Parti pseudo-socialiste en Allemagne de l'Est, mais aussi l'ordre spécifique de l'après-guerre. On ne peut nier la réalité d'une "question allemande" qui aspire à une solution depuis la division du pays, à la suite de la Seconde Guerre mondiale, et des accords de Yalta. D'après les chiffres donnés par les journaux, il y a trois millions d'Allemands de l'Est qui sont venus à Berlin-Ouest et en RFA, les 11 et 12 novembre, quand le "Mur" et la frontière entre les deux Allemagnes ont été ouverts.

Le lendemain de l'élection d'Egon Krenz comme secrétaire général du SED, et après son premier discours télévisé annonçant quelques "réformes" d'une manière peu concrète et peu convaincante, il était devenu clair que la dynamique du mouvement de masse démocratique en RDA forcerait le pouvoir bureaucratique à aller beaucoup plus loin afin de canaliser et de sauver l'essentiel de son système de domination.

La direction du SED a dû faire des concessions chaque jour, et chaque pas se révélait immédiatement insuffisant. C'est ainsi que — paradoxalement — Bärbel Bohley, porte-parole de la formation oppositionnelle *Nouveau Forum*, se référant à l'ouverture de la frontière, parle d'une réaction « irrationnelle et irresponsable » du pouvoir et va jusqu'à affirmer que les élections libres promises ne devraient pas se tenir trop tôt, puisque les groupes oppositionnels n'y sont pas encore suffisamment préparés !

L'opposition s'organise aussi, cependant, au sein même du SED. Sous la pression de quelques dizaines de milliers de membres du Parti, la direction du SED n'a pas seulement éloigné des gens fraîchement élus au nouveau Bureau politique, mais a aussi décidé de tenir un congrès spécial du SED les 15 et 17 décembre prochains. D'après la décision initiale, ce devait être seulement une Conférence

LES REFORMES concédées par le pouvoir n'ont pas réussi à calmer la population est-allemande. Le 13 novembre 1989, de 3 à 400 000 manifestants défilaient, de nouveau, à Leipzig, en réclamant la liberté d'opinion et de presse, la démocratie, des élections libres, et la fin du monopole politique du SED.

Des critiques ont été exprimées par les manifestants, contre le chancelier ouest-allemand Helmut Kohl et la bourgeoisie ouest-allemande. Le patron de la firme Thyssen, qui avait proposé la construction d'usines en RDA, à capital ouest-allemand, où les ouvriers seraient payés en deutsche Mark, a particulièrement été pris à partie. « Cela créerait deux catégories de citoyens, les uns défavorisés, travaillant dans les firmes d'Etat, les autres pour le grand capital ouest-allemand », ont déclaré des manifestants, qui ont aussi scandé : « Nous ne voulons pas devenir une colonie de l'Allemagne de l'Ouest ! ».

Manuel KELLNER

du Parti, donc une discussion sans possibilité d'élire une nouvelle direction.

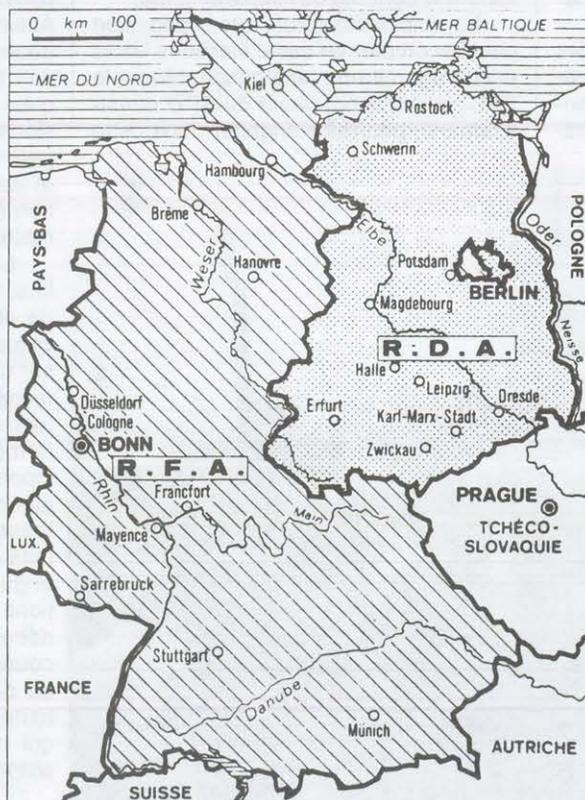
L'agressivité et l'arrogance de l'impérialisme Ouest-allemand, ont pu se manifester une nouvelle fois ces jours-ci. Mais on en voit aussi les limites, que leur impose la nouvelle situation. Une anecdote le démontre très clairement :

tout l'abolition du système de planification, qui a fait faillite ». Mais le chancelier s'est fait siffler par les masses de Berlin-Ouest, tandis que le libéral Genscher et les leaders sociaux-démocrates, à commencer par Willy Brandt (qui sont beaucoup plus prudents) ont reçu les ovations de la foule.

« Nous ne voulons pas être une colonie de la RFA »

Il est vrai que beaucoup de gens en RDA, même peu politisés, sont instinctivement contre une "réunification" des deux Allemagnes. Instinctivement encore, ils sont réticents vis-à-vis de l'arrogance du deutsche mark et de la perspective d'une inondation par le capital ouest-allemand. Ils n'aspirent pas à échanger la dictature bureaucratique autoritaire et incompétente contre un statut de semi-colonie, de province "pauvre" de la RFA. D'ailleurs, le journal conservateur ouest-allemand, *Frankfurter Allgemeine Zeitung*, s'est déjà plaint amèrement du fait que « la majorité des groupements oppositionnels en RDA veulent une RDA meilleure sur une base socialiste », et a souligné que le SDP (de RDA) reste le principal support des espoirs des partisans de « l'économie de marché ».

Concrètement l'unification des deux Allemagnes, aujourd'hui, ne serait qu'un renforcement terrible de l'impérialisme ouest-allemand.



La solution de la question allemande implique l'abolition de l'effet diviseur des frontières sur les masses. Mais cette solution, sous une forme étatique nationale, ne serait pas progressiste. Il n'y a pas de peuple allemand nationale-ment opprimé. Donc la solution de la question allemande ne peut être acquise que par la lutte pour l'émancipation générale, ce qui implique la destruction du pouvoir impérialiste du capital et de l'Etat ouest-allemand.

La gauche révolutionnaire en RFA se trouve devant des problèmes politiques sérieux. Elle doit militer pour la reconnaissance de la RDA, pour la renonciation totale au "revanchisme" par l'Etat ouest-allemand. En même temps, cette gauche ne doit pas rester sur la défensive. C'est en RDA que se déroule une discussion sur la possibilité d'un renouvellement dans un cadre non-capitaliste,

sur une perspective "vraiment socialiste", à un niveau de masse.

Certes, ce débat a lieu dans des circonstances difficiles : crise de l'économie bureaucratiquement centralisée, pression idéologique du "modèle de consommation" ouest-allemand. Mais il faut s'appuyer sur ce débat et y joindre la critique des méfaits du capitalisme réellement existant : chômage, inégalités grotesques, croissance de la pauvreté, relations humaines détériorées par la concurrence sans pitié. Déjà, des fugitifs de l'Est commencent à retourner en RDA, sachant qu'il leur serait difficile de trouver un logement et la sécurité en RFA... et surtout, qu'en ce moment, ce sont les masses qui font l'histoire en RDA... ■

13 novembre 1989



Pour un socialisme authentique

NOUS PUBLIONS, ci-dessous, une déclaration rédigée par une partie des participants à la rencontre de Böhlen (voir l'Appel de Böhlen, dans Inprecor numéro 296 du 30 octobre 1989) qui constituent le courant de la gauche unie en RDA.

DOCUMENT



LES EVENEMENTS de ces dernières semaines ont changé la situation dans notre pays. Beaucoup de gens se demandent si nous sommes à un tournant majeur et ce qu'il faut faire. Que s'est-il passé ?

Lorsque la vague des départs a atteint son point culminant, nos dirigeants politiques nous ont expliqué que ceux qui partaient n'étaient que des gens dévoyés par les médias occidentaux, manipulés par une propagande digne de la guerre froide, et qu'il ne fallait donc pas verser une seule larme. D'autre part, ils feignaient d'ignorer les manifestations de masse pour la démocratie, ou les considéraient comme des provocations anti-socialistes.

Mais les protestations se sont poursuivies, provenant aussi bien des syndi-

cats, que de la base du Parti et de plusieurs associations professionnelles. A tel point, qu'il est désormais impossible de continuer à les diffamer ou à essayer de les étouffer.

Le climat a changé

La nature de nos problèmes et les conflits sociaux qui en découlent sont passés au premier plan. Tout d'un coup le climat a changé : la campagne de presse contre "les perturbateurs de l'ordre" et "les contre-révolutionnaires" prit fin et quelques fonctionnaires de l'Etat (dirigeants du Parti et d'organisations de masse) manifestèrent soudainement leur disposition au dialogue. (...)

Un nombre croissant de membres et de fonctionnaires du SED se présentèrent comme les interlocuteurs du mouvement. Ceux qui se mobilisaient pour les réformes et pour bâtir un socialisme authentique en RDA ne pouvaient plus être accusés de vouloir détruire le socialisme. Sous prétexte de combattre une opposition qui aurait voulu rétablir le capitalisme avec le soutien de l'Occident, le pouvoir a cherché à défendre un "socialisme" qui, non seulement n'est pas digne de ce nom, mais est aussi repoussé par la population.

Aujourd'hui, les conditions existent pour créer un socialisme authentique. Il faut saisir cette occasion et agir, en abandonnant toute attitude de passivité ou de résignation, et en prenant en main notre destin. Les résolutions prises par

le Bureau politique, le 11 octobre dernier, ont remis en cause toute la politique menée jusqu'à maintenant par le SED. S'il y a eu un changement, cela n'est pas dû, évidemment, à la direction du SED, mais bien à notre volonté d'imposer un tournant radical vers la démocratie et le socialisme.

Aujourd'hui, beaucoup de citoyens, mais aussi un grand nombre de membres du SED peuvent nous suivre sur cette voie.

Pas d'illusions !

Ceux qui nous ont toujours dominés ne doivent plus choisir pour nous. Ce n'est pas la disposition au dialogue du pouvoir qui détermine notre attitude, mais la pression des revendications des masses et les contradictions qu'elle engendre. Nous ne devons pas nous faire d'illusions sur la situation actuelle : si la stagnation économique devait se poursuivre, non seulement l'avenir socialiste de la RDA, mais aussi la préservation et le développement de certaines conquêtes sociales fondamentales, telles que la disparition du chômage, le droit à la santé, le droit à la formation scolaire et professionnelle de nos enfants etc., seraient remis en cause. Cette crise amène beaucoup de gens à perdre toute confiance dans le SED, mais aussi à ne plus croire à une perspective socialiste.

Cette année, 100 000 personnes ont déjà quitté la RDA et la fuite ne semble pas s'arrêter. Répondre à cette réalité par la répression risque d'accentuer les périls et de provoquer une réaction incontrôlable.

En RDA, le capitalisme a été supprimé et de réelles conquêtes sociales ont été réalisées. Mais quelles sont les caractéristiques du système politique et sur quelles bases économiques la RDA s'est-elle construite ?

Avec la suppression du capitalisme tous les citoyens sont devenus actifs. Mais le stalinisme, au lieu de soumettre l'Etat au contrôle de la population tra-



veilleuse, a soumis cette dernière au contrôle de l'Etat. Dans notre société, l'aliénation et l'étouffement de la personnalité individuelle sont le produit d'un avilissement permanent du peuple par un appareil bureaucratique qui a aussi perverti les principes de propriété collective et de démocratie socialiste contenus dans la Constitution.

L'absolutisme stalinien

En dépit de conquêtes sociales importantes, l'absolutisme d'une bureaucratie stalinienne a créé, dans notre pays, une situation qui est pire, sur le plan des Droits de l'homme fondamentaux, que celle existante sous le système capitaliste : chez nous, il n'est pas possible d'aller où l'on veut, si "l'Etat" ne le veut pas. C'est la bureaucratie qui décide de ce qui est bien et de ce qui ne l'est pas. Toute activité indépendante et d'auto-organisation, ainsi que toute critique des décisions étatiques, sont criminalisées et condamnées de manière hystérique. Le peuple n'a qu'une seule tâche : approuver l'infaillibilité d'une couche dirigeante qu'il n'a pas choisie.

Sur le plan économique, il est de plus en plus clair que nous sommes entrés dans une impasse. La stagnation économique et le recul des relations sociales commencent à devenir inquiétants. Embellir la situation par la démagogie ne sert à rien et ne trompe plus personne. Si la RDA réalise des progrès dans le domaine de l'électronique, elle recule dans les autres secteurs du marché mondial.

— D'un côté, on introduit un nombre croissant de robots dans l'industrie. De l'autre, il devient de plus en plus difficile d'appeler son voisin par téléphone ou d'obtenir un téléviseur en couleurs.

— D'une part, on fête triomphalement les nouveaux plans de construction d'habitations populaires, mais d'autre part, on assiste à la chute de secteurs entiers des villes industrielles.

— L'inflation augmente et, alors que le marché est envahi de produits chers et sophistiqués, les produits de base disparaissent.

— Les rentiers prospèrent tandis qu'on fête la justice sociale.

— On célèbre l'innovation technologique, mais on oublie que les régions industrielles du pays sont dans une situation écologique catastrophique.

Nous devons empêcher que les staliens ne mettent la RDA dans le même état que la Pologne ou l'URSS. Nous n'avons besoin d'aucune réforme technologique, mais plutôt d'une réforme so-

cialiste capable d'introduire un vrai socialisme à travers un processus démocratique. L'exemple soviétique suscite l'espoir que le pouvoir du peuple souverain et la liberté soient possibles sous le "socialisme". Ce qui est encore plus important, c'est que l'Union soviétique ne nous impose plus une domination stalinienne, mais nous inspire les idéaux de la démocratie socialiste, de la liberté et de la souveraineté populaire. La réalisation de ces valeurs en RDA peut aussi contribuer à l'accomplissement de la démocratisation, de la perestroïka et de la *glasnost* en URSS. Voilà le nouveau contenu de "l'internationalisme socialiste", qui fut tellement discrédité dans le passé.

L'ancien mot d'ordre de Marx : « La libération des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes », prend aujourd'hui une signification nouvelle. Avec le développement des forces productives modernes, la société et les travailleurs, dans leur ensemble, sont opprimés par l'absolutisme stalinien. Les scientifiques, les ingénieurs, les techniciens, les artistes, bref toute l'intelligentsia, se trouvent aux côtés des ouvriers et des employés. Par conséquent, la libération des travailleurs devient la condition de la liberté de la culture et de la science.

Mobiliser les travailleurs dans les entreprises

Si le cours catastrophique actuel du pouvoir se poursuit, en mettant en danger la perspective du socialisme dans le pays, il faudra dépasser les limites d'une lutte pour la liberté d'expression. Ce processus important s'est amorcé avec la participation de Nouveau Forum et d'autres initiatives des citoyens. Mais si on veut empêcher les travailleurs d'être obligés de payer les frais de cette évolution et si on veut effectivement amorcer un processus de transition vers une démocratie socialiste, alors il faut mobiliser les travailleurs dans les entreprises.

Il faut dénoncer le manque de liberté dans les entreprises et chercher les moyens de changer cette situation. Nous devons nous unir dans les entreprises. Nous devons nous organiser et agir de manière indépendante, en créant des comités d'ouvriers et d'employés. Ces comités seront la base de futurs conseils d'entreprise indépendants et ouvriront la voie à la démocratisation des syndicats. Il faut saisir toutes les occasions pour avancer dans cette direction, en intervenant aussi bien à l'intérieur qu'à l'extérieur des syndicats bureaucratés.

Nous appelons tous les camarades, tous les socialistes dans les entreprises, dans les groupes indépendants et dans le SED, ainsi que les artistes et les intellectuels, à s'unir pour réaliser ensemble la liberté et la démocratie socialistes. ■

13 octobre 1989

Appel des sociaux-démocrates

ON NE PEUT PLUS continuer comme ça ! Beaucoup attendent que la situation change. Mais cela ne suffit pas ! Il ne faut pas attendre un changement, il faut l'imposer.

La démocratisation nécessaire de la RDA présuppose une contestation du monopole du pouvoir et de la prétention à la vérité du parti dominant. Nous avons besoin d'une confrontation des esprits, d'un débat ouvert sur la réalité de notre pays et sur son avenir.

Cela implique un effort programmatique des citoyens qui peuvent apporter leurs compétences professionnelles. Pour nous, les signataires de cette pétition, la formation d'un Parti social-démocrate est très importante pour l'avenir de notre société.

Notre but est celui d'une démocratie sociale avec une orientation écologique. Ce but peut être réalisé seulement à travers une séparation claire et nette entre l'Etat et la société. Nous voulons

appliquer, défendre et renforcer les droits fondamentaux des citoyens sur le plan social, culturel et politique. Nous voulons assurer la défense de l'environnement naturel ainsi que la préservation des sources et des possibilités de vie pour les générations futures. Nous demandons à tous ceux qui partagent ces orientations programmatiques de se rassembler au niveau local : Etat de droit et direction rigoureuse de l'autorité civile ; démocratie parlementaire et multipartisme ; autonomie relative — financière, économique et culturelle — des régions (Länder), des départements, des villes et des communes ; économie sociale de marché avec une rigoureuse interdiction du monopole, afin d'empêcher toute concentration anti-démocratique du pouvoir économique ; démocratisation des structures de la vie économique ; liberté de créer des syndicats indépendants et droit de grève.

Nous souhaitons établir des formes de collaboration avec tous ceux qui partagent ces principes fondamentaux. Ceux qui veulent exprimer leurs critiques peuvent préciser leur propre perspective démocratique. Nous essayons de créer une ligue commune à tous ceux qui veulent participer à la démocratisation de notre pays. ■

12 septembre 1989
Groupe d'initiative pour un Parti social-démocrate en RDA

Pour un Parti vert en RDA

L'OPPOSITION est-allemande possède aussi une forte sensibilité écologiste. Nous publions, ci-dessous, l'appel pour la constitution d'un Parti vert en RDA.

DOCUMENT



LA TRANSFORMATION de notre environnement dégradé prend une signification décisive pour le renouvellement de notre société. Non seulement l'environnement, mais aussi, dans une large mesure, notre propre conscience est contaminée, notamment par l'utopie selon laquelle la prospérité et sa condition de départ — une croissance économique permanente — devraient constituer le but du développement social. Cette utopie se fonde sur l'idée que l'humanité puisse agir à sa guise et modifier arbitrairement le système de vie de notre planète. Cela amène à la conviction que l'humanité pourrait soumettre la nature à sa domination (*sich die Erde unterwerfen*). Cela implique aussi l'idée que la production et le revenu sont les indices essentiels du progrès humain. Cette conception, dans son arrogance, rejette les plus faibles en marge de la société en leur niant toute possibilité d'améliorer leur existence.

Ceux qui partagent cette idée de la société sont indifférents à la question de savoir si les faibles, seuls et désormais sans dignité, devront s'adresser à des centres de soins, s'ils périront dans les cimetières du Tiers-monde, ou s'il nous sera encore donné de les voir dans les musées des espèces rares, animaux et végétales.

Contamination

Notre conscience contaminée a créé, pour la première fois dans l'histoire de la planète, la possibilité d'une destruction de toute forme de vie. Si nous dénonçons l'unité de cette conscience et de ce processus, c'est pour y reconnaître la responsabilité des hommes et pour permettre notre auto-préservation. Par conséquent, sur la base de cette orientation écologique, nous voulons bâtir un Parti vert dans la société de RDA, pour qu'il puisse lutter selon ses principes et en tant que force politique.

Notre groupe d'initiative a choisi d'appeler à la création d'un Parti vert en

RDA sur les bases suivantes : ce parti se situe au côté de toutes les forces qui se mobilisent dans notre pays pour la liberté et la démocratie, à travers des réformes profondes. Il est écologiste, féministe et anti-autoritaire.

Les buts du Parti vert

1- La réorganisation écologique de notre pays, en rupture radicale avec une croissance économique fondée sur le gaspillage des matières premières et sur la destruction de l'environnement, mais aussi, en rupture radicale avec la conception stalinienne des relations entre les hommes, l'économie et la nature. Il faut une intervention immédiate pour sauver les régions subissant une situation écologiquement catastrophique comme celles de Leipzig, Bitterfeld, Halle, Dresde, Karl-Marx-Stadt et Cottbus, ainsi que pour préserver des châteaux et des localités culturellement très importantes, comme par exemple la zone de Mecklenburg.

2- L'affirmation de la paix, à travers un désarmement général et complet. La dissolution des alliances militaires, la réduction de l'armée à un niveau purement défensif et le démantèlement des zones militarisées sont les conditions nécessaires pour assurer la paix et la sauvegarde de l'environnement.

3- Nous refusons la violence, ainsi que toute forme de chauvinisme et de racisme, et nous affirmons notre caractère antifasciste conséquent.

4- Nous exigeons une égalité complète des hommes et des femmes sur le plan économique et politique, aussi bien au niveau local que national, afin de dépasser le caractère patriarcal de nos institutions. Il faut adopter des mesures aptes à favoriser la position de la femme en tant que mère.

5- Il faut défendre la nature contre les agressions des hommes. C'est la seule condition pour qu'elle puisse devenir le fondement de la communauté et de la

culture humaines. Nous voulons surtout empêcher que le mouvement actuel de renouveau de notre pays soit soumis aux pressions irrationnelles — faisant miroiter des avantages matériels de courte durée — d'une société de gaspillage, d'aliénation et, au fond, non libre. Nous considérons une orientation écologiste à tous les niveaux comme la prémisses de notre intervention sociale.

6- Nous souhaitons une réforme de la Constitution de la RDA. Par conséquent, nous nous opposons à tout obstacle étatique contre l'activité du Parti vert.

7- Nous désirons collaborer avec tous les citoyens, les groupes et les associations qui — sur le plan national et international — partagent nos soucis et nos conceptions.

8- En tant que composante du mouvement européen des Verts, nous luttons pour un développement durable des pays du Tiers-monde et pour empêcher une destruction de l'écosystème global. La préservation écologique de l'environnement implique une collaboration dépassant les frontières.

Dans le cadre des changements fondamentaux que notre pays est en train de connaître, nous appelons nos citoyens, indépendamment de leurs idéologies, religions et nationalités, à rejoindre les groupes locaux et régionaux du Parti vert de la RDA, afin d'empêcher la détérioration catastrophique de l'environnement et d'assurer un avenir à nos enfants et aux générations futures. Ils devront aussi choisir des délégués pour élaborer le programme, et mettre en place les structures démocratiques de base du Parti. Une transformation écologique de la RDA, dans son ensemble, demande une réflexion qui peut être faite seulement à partir des différentes expériences au niveau local.

Agissez !

La première assemblée générale des délégués qui choisira la structure et le programme du Parti vert de la RDA aura lieu au début de 1990, dans une des localités de notre pays où l'environnement a été le plus dégradé.

Pour un tournant vert !

**Le Parti Vert (Die Grüne Partei)
Die Tageszeitung
8 novembre 1989**



Indignation unanime après le meurtre de Zé

LE 28 OCTOBRE, au petit matin, le dirigeant du Parti socialiste révolutionnaire (PSR, section portugaise de la IVe Internationale) José Carvalho, que nous appelions entre nous Zé de MESSA [usine où il travaillait], a été assassiné en face de notre local, à Lisbonne. Ses assassins, une bande de skinheads néo-nazis, s'étaient fait remarquer jusqu'alors par de petites provocations, principalement envers des Africains et des Indiens (voir *Inprecor* numéro 296 du 30 octobre 1989).

Francisco LOUÇA



CE SOIR là, comme chaque semaine, le local du PSR accueillait un concert, dans le cadre de la campagne antimilitariste dans la jeunesse, qu'il organise depuis un an, en collaboration avec près de 70

groupes de rock (la quasi totalité des groupes du pays et certainement les plus importants). Dans la mesure où il existe une grande sensibilité autour de ce thème — dans un pays où les jeunes sont obligés de passer deux ans au service militaire, encadrés par des officiers ayant une idéologie et une pratique héritées des guerres coloniales — et que c'est l'unique endroit de la ville où l'on puisse écouter de la musique rock en direct, ces concerts réunissent, chaque semaine, des centaines de jeunes. Depuis quelques mois, se faisaient plus fréquentes des provocations de groupes para-militaires de skinheads, qui se plaçaient près des entrées pour effrayer les jeunes participants. Cependant, jusqu'à présent, nous avions seulement connu de petits affrontements, résolus par un service d'ordre de base, appuyé par l'auto-organisation des jeunes présents aux concerts.

Cette nuit-là, les skinheads se sont comportés différemment. Après quelques provocations, un groupe d'environ quarante militants et sympathisants du PSR est sorti du local pour en barrer l'accès. Les skinheads se sont éloignés assez vite ; en fait, il s'agissait d'une manœuvre pour préparer leur attaque. Elle a été très rapide et a eu lieu alors qu'il ne restait que très peu de militants devant la porte du local. En quelques secondes, les assaillants ont blessé deux personnes (dont l'une souffre d'un traumatisme crânien et d'une fracture du

nez) et en ont tué une autre. José Carvalho a reçu un couteau en plein cœur. Il est mort quasiment sur le coup.

Une poursuite a été organisée, cette fois avec des forces significatives du PSR et avec l'aide de la police, mais il n'a pas été possible de retrouver immédiatement la bande de skinheads qui avait tout de suite pris la fuite. Environ une demi-heure après l'attaque, le PSR a fourni à la police le signalement de trois des attaquants, afin qu'elle mène

sa propre enquête. Le lendemain matin, tous les membres de la bande ont été identifiés et emprisonnés, et il a rapidement été possible de reconstituer les circonstances de l'assassinat. Un des membres du groupe, qui a avoué posséder un couteau (arme peu habituelle dans ce genre de groupes) a été maintenu en détention par le juge d'instruction, tandis que, pendant le déroulement de l'enquête, il n'a pas voulu inculper les autres pour complicité.

Mobilisation unitaire

La réaction à l'assassinat a été impressionnante. Des milliers de gens ont participé à l'enterrement, 24 heures après le crime. Tous les partis de gauche sans exception, les deux centrales syndicales, des militaires d'Avril [à l'origine de la "Révolution des œillets" du 25 avril 1974, ndlr], des conseils municipaux, des syndicats, des associations d'étudiants, des centres culturels et des mouvements anti-impérialistes et de solidarité internationale, des députés nationaux et européens, des associations de travailleurs africains, la Jeunesse du parti au gouvernement et divers partis de droite ont envoyé des messages ou se sont fait représenter aux obsèques. De hauts dirigeants du Parti socialiste (PS) et du Parti communiste du Portugal (PCP), de toutes les formations d'extrême gauche, le président de l'Association des militaires du 25 avril, un des frères et la veuve du chanteur José Afonso, des

Motion approuvée à l'unanimité par le Parlement portugais

« Vote de tristesse : le 28 octobre 1989, au petit matin, José Carvalho, dirigeant du Parti socialiste révolutionnaire, a été assassiné à Lisbonne, par un groupe d'individus appartenant à une bande qui revendique une idéologie fasciste et utilise la violence organisée comme pratique politique. L'Assemblée de la République manifeste sa tristesse devant la mort de José Carvalho et envoie ses condoléances à sa famille et au Parti socialiste révolutionnaire ; elle exprime son indignation vis-à-vis de cet acte barbare qui a mis fin à une vie, et sa grande préoccupation face aux activités développées par des groupes néo-fascistes ; elle se prononce pour l'adoption des mesures prévues dans le 46e article, numéro 4, de la Constitution de la République [l'article cité interdit les organisations à caractère fasciste]. »

Message envoyé par Otelo Saraiva de Carvalho *

« J'ai appris à Porto la terrible nouvelle de l'assassinat de José Carvalho des mains d'un jeune nazi, samedi au petit jour : je joins ma révolte à la vôtre devant cet événement alarmant dont j'ai lu la description dans les journaux, et je vous envoie un salut fraternel et solidaire face à ce tragique événement et pour ce militant, cet ami, ce camarade, qui est mort. »

* Un des principaux dirigeants de la "Révolution des œillets".

Message de la CGTP

« La Confédération générale du travail portugaise (CGTP) condamne absolument le crime commis dans la nuit de vendredi à samedi, du dirigeant du PSR et militant syndical, José Carvalho, et manifeste sa solidarité à ses camarades de Parti et à sa famille, en ces moments de deuil et d'indignation. Ce crime tragique est un révélateur de la violence croissante des groupes d'extrême droite qui, jusqu'à présent, ont bénéficié d'une tolérance démesurée et incompréhensible de la part des autorités du pays. Cette ascension doit être rapidement arrêtée et cet assassinat choquant doit être sévèrement puni.

« Les travailleurs et les forces démocratiques doivent être vigilants pour que ne réapparaissent pas, dans notre pays, des manifestations de quelque chose qui n'a pas sa place dans la société démocratique dans laquelle nous vivons et que nous défendons. »

amis venus de tout le pays, des écrivains et des artistes, des militants syndicaux et populaires de son quartier se sont joints au cortège funèbre impressionnant et émouvant. Les groupes de rock avec lesquels José travaillait dans la campagne anti-militariste faisaient également partie du cortège.

Tous les quotidiens ont consacré leur une à ce tragique événement, qui a fait également l'ouverture du principal journal télévisé de la journée. Les quotidiens et les hebdomadaires nationaux ont publié plus de cent pages sur cet événement ; la radio a diffusé des informations actualisées heure après heure, ainsi que des déclarations et des commentaires sur l'évolution de l'enquête. Dans la soirée de samedi, la principale radio de Lisbonne a consacré une émission à Zé de MESSA.

Douze heures après sa mort, le PSR a organisé un hommage public à Lisbonne, après avoir ajourné sa Conférence nationale prévue durant le week-end. Tous les délégués, et notamment ceux de trois régions où le Parti est implanté depuis peu (Coimbra, Caldas da Rainha et Evora), venus pour la première fois à une Conférence nationale, ont participé à l'organisation de la riposte.

Organiser la riposte

Le lendemain, le président de la République, Mario Soares, a téléphoné à la direction du PSR pour exprimer sa tristesse et se mettre à notre entière disposition. Le parlement a approuvé une motion à l'unanimité (voir encadré p. 19). Des centaines de lettres et de télégrammes sont arrivés, notamment de nombreux jeunes ayant assisté à des agressions des skinheads, ou en ayant été victimes, qui se mettaient à la disposition du Parti pour donner leur témoignage ou contribuer à l'identification de la bande.

Dès le début, le PSR a agi sur deux tableaux différents. D'une part, il a fait pression sur les autorités et les institutions pour que tous les assassins soient considérés comme responsables : des réunions successives ont été immédiatement organisées avec la police, le ministre de la Justice et le procureur de la République. Dans le même temps, s'est mis en place un ensemble de procédures judiciaires du PSR et des deux militants agressés, en collaboration avec leurs familles.

D'autre part, le PSR s'est efforcé d'organiser la mobilisation de toute l'opinion démocratique et des forces du mouvement ouvrier. Travaillant aux côtés d'un groupe important de journalistes d'investigation, le PSR a rédigé un dossier sur les liens entre ces groupes néonazis — qui remontent, comme on pouvait le supposer, à la dictature salazariste — et mis sur pied une campagne de riposte. Deux grands concerts d'hommage, auxquels participeront les principaux noms de la musique portugaise, depuis le rock jusqu'à l'opéra, en passant par le

jazz et la musique populaire, seront des moments privilégiés d'intervention. Toutes les troupes de théâtres de Lisbonne vont dédier un spectacle à Zé. Les syndicats et les partis de gauche collaborent à notre initiative. Ainsi le PCP a mis à la disposition du PSR toute son infras-

structure pour l'organisation de fêtes et son journal.

La riposte commence. Elle n'est pas prête de s'achever. Un crime ne s'oublie ni ne se pardonne jamais. ■

Lisbonne, 8 novembre 1989

Zé de MESSA

José Carvalho avait 37 ans et était depuis un an membre du Comité central du PSR. Elu lors du dernier congrès, il est aussitôt entré au Bureau politique du Parti, comme responsable de la diffusion de notre presse et de la campagne anti-militariste dans la jeunesse.

Il était entré à la LCI (Ligue communiste internationaliste qui s'est ensuite transformée en PSR) en 1974, alors qu'il faisait son service militaire. Il a participé au secteur anti-militariste du Parti, et a été l'un des constructeurs du grand mouvement démocratique et politique des soldats, en 1975. Ouvrier, il était entré à 14 ans dans une importante usine de la périphérie de Lisbonne, MESSA, qui produit des machines à écrire. Il a travaillé dans cette usine pendant plus de quinze ans, et durant de nombreuses années, il a été membre de sa Commission des travailleurs.

C'est à MESSA que s'est déroulée la plus importante lutte contre la reconversion industrielle qu'ait connue le Portugal. Pendant neuf ans, près de mille travailleurs ont résisté aux menaces de fermeture de l'entreprise, en négociant et en luttant contre les différents gouvernements, passant des mois et des mois sans recevoir de salaires. La démocratie dans l'usine, les assemblées générales pour mener la lutte, firent de cette entreprise un bastion de la combativité de la gauche ouvrière. Etant un de ses principaux responsables, Zé a participé à tous ces combats : il a organisé des manifestations de trente kilomètres jus-qu'au Parlement, il a négocié avec des secrétaires d'Etat et des ministres, il a organisé la popularisation de la lutte auprès des travailleurs des autres entreprises.

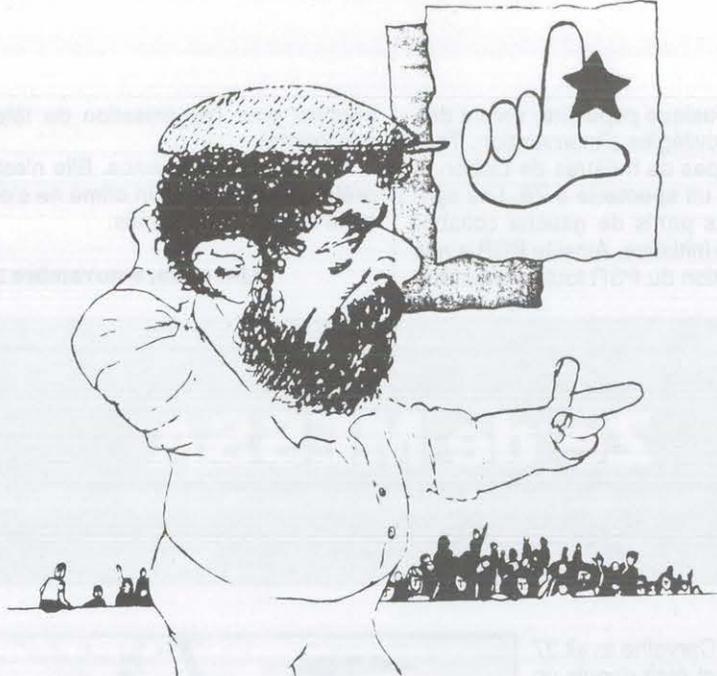
Dès le début, Zé s'est donné entièrement au travail du Parti, assumant de nombreuses responsabilités et initiatives, tout en étant présent dans toutes les instances de travail et de discussion. Il avait, dans la majorité des cas, une opinion critique et toujours personnelle :



lors du dernier congrès, il a fait partie d'une minorité qui critiquait notre projet, alors adopté, de transformer le journal de la section en un instrument de collaboration permanente avec des révolutionnaires indépendants qui viendraient participer à des initiatives du Parti. Mais cette position ne l'a jamais empêché d'être l'un des responsables centraux de la diffusion de notre journal, qui touche aujourd'hui 5 000 lecteurs et qui prétend dépasser ce cap. C'est ainsi qu'il a appris à travailler dans ce parti ; son opinion était d'autant plus respectée qu'il avait une autorité reconnue à cause de ses capacités de direction et d'orientation des choix collectifs. Tout le parti savait que l'on pouvait lui faire confiance.

Le jour même de son assassinat, devait se réunir une Conférence nationale du Parti qui allait voter son statut de permanent, pour la première fois. Abandonnant sa collaboration avec les jeunes, il serait devenu le responsable du réseau de contacts nationaux du PSR dans les grandes villes — cet effort correspondait à une avancée significative qui lui était en partie due. La semaine suivante, il aurait dû participer à une réunion de cinq jours destinée à la formation d'un nouveau secteur jeunes du Parti, né de notre campagne anti-militariste. Sa perte est un coup terrible pour le PSR. ■

Francisco Louça,
Bureau politique du PSR



Lula, candidat du PT à la présidence

Election présidentielle sur fond de crise

PLUS DE 80 MILLIONS de Brésiliens vont aller aux urnes le 15 novembre pour élire un président, après vingt-et-un ans de dictature militaire et cinq ans d'un gouvernement civil élu au suffrage indirect.

R. JUAREZ

C'EST une situation particulièrement difficile pour la classe dirigeante. Dans les dernières années, l'économie du pays est restée stagnante, et elle est sujette, aujourd'hui, à une explosion d'hyper-inflation. En réponse à la détérioration de la situation sociale, on a assisté à des cycles de grèves générales explosives. L'apogée de ce processus de radicalisation syndicale a été la grève générale des 14 et 15 mars 1989, contre la baisse des salaires. Selon les estimations de la Centrale unique des travailleurs (CUT), cette grève a été suivie par 35 millions de travailleurs (voir *Inprecor* numéro 287 du 1er mai 1989).

Avec la grave crise du principal parti bourgeois, le Parti du mouvement démocratique brésilien (PMDB, parti de centre-droit au gouvernement), la classe dirigeante aborde le premier tour des élections en étant très profondément divisée. D'un autre côté, la classe ouvrière est représentée par un front politique dominé par le Parti des travailleurs (PT) et composé également du Parti communiste du Brésil (PC do B, parti pro-albanais créé à l'issue d'une scission du Parti commu-

niste, en 1960) et du Parti socialiste du Brésil (PSB, parti ayant une politique plus ou moins social-démocrate). Luis Ignacio da Silva, "Lula", porte parole du PT, est le candidat de ce front (voir *Inprecor* numéro 286 du 17 avril 1989). Le Parti communiste brésilien (PCB) a choisi de présenter son propre candidat au premier tour.

Influence croissante du PT

Encore plus important : les élections vont se dérouler à un moment où l'influence du PT augmente de manière très nette. Formé il y a dix ans, ce parti a gagné trente-six mairies et presque un millier de postes de conseillers municipaux lors des élections municipales de novembre 1988 (voir *Inprecor* numéro 280 du 23 janvier 1989).

Aujourd'hui, le PT possède une écrasante majorité dans la CUT, la principale confédération syndicale, depuis que la Confédération générale du travail (CGT), dirigée par des bureaucrates, a éclaté en divers courants et perd de sa force. Le PT possède la majorité dans le Syndicat national des étudiants, et son influence augmente rapidement dans les campagnes (tout particulièrement à travers le très militant Mouvement des gens sans-terres).

La VIe Rencontre nationale du PT, qui s'est déroulée du 16 au 18 juin dernier, a reflété cette croissance, réunissant six cents délégués (chacun représentant un millier de membres). On estime que 60 000 de ses 600 000 membres sont actifs.

3 novembre 1989



LA PRESENTATION du Programme d'action de gouvernement du PT a lieu à un moment où le capitalisme brésilien traverse une crise profonde, grave et prolongée qui s'est manifestée durant la dernière décennie

par une stagnation économique. Pendant toute la période de l'après-guerre, le Brésil a maintenu un taux de croissance du Produit intérieur brut (PIB) de 7 % par an et de 9 % pour la production industrielle, ce qui le plaçait en neuvième position dans le système économique capitaliste international. Durant la dernière décennie, au contraire, le PIB a augmenté d'environ 2,5 % par an et le revenu par habitant ne s'est pratiquement pas accru.

La crise de l'économie brésilienne est renforcée par l'échec du modèle de développement économique imposé par la dictature militaire, échec auquel la "Nouvelle République" (1) n'a pu faire face. Tout le modèle de financement de l'économie s'est pratiquement effondré. Durant toutes ces années, le pays a transféré à l'extérieur environ 4,5 % du PIB afin de payer les intérêts de la dette et le très grave endettement de l'Etat a empêché la reprise des investissements publics et a immobilisé des instruments essentiels de la politique économique.

La crise économique aggrave la crise sociale, héritage d'une croissance capitaliste exclusive et concentrée qui a fait des ravages. En 1960, un tiers de la population consommait moins de 2 240 calories par jour, seuil alimentaire minimal avant la malnutrition, selon l'Organisation pour l'alimentation et l'agriculture (FAO). En 1988, deux Brésiliens sur trois ne mangeaient pas à leur faim. Dans le

1) La "Nouvelle République" est le nom du régime qui a succédé à la dictature militaire. On peut la dater de l'élection à la présidence de Tancredo Neves, le 15 janvier 1985 (voir *Inprecor* numéro 191 du 4 mars 1985).

ive du PT

Rencontre nationale du Parti des préparation politique du Parti à ombre prochain. Cela confirme le nce son programme comme une ar la lutte des classes. Parmi les ncontre, le plus significatif est sans rogramme de gouvernement", dont ous, de larges extraits.

MENT

domaine de l'éducation, 8,5 millions d'enfants en âge scolaire obligatoire ne vont pas à l'école, dans un pays où un quart de la population adulte est analphabète. La moitié des foyers n'a pas d'électricité, et treize millions de personnes souffrent de maladies de peau. Les statistiques officielles révèlent que 35 % des familles ont un revenu par tête inférieur au salaire minimum moyen, donc, que plus de 40 millions de personnes vivent dans un état d'absolue pauvreté.

Un échec patent

Jadis assez puissante et dynamique pour implanter un parc industriel hautement diversifié et développer une économie parmi les plus importantes du monde capitaliste, la bourgeoisie brésilienne n'arrive pas, aujourd'hui, à résoudre les problèmes du développement capitaliste. Et l'échec de sa stratégie économique de transition contrôlée, d'une dictature militaire à un gouvernement civil autoritaire, est patent. Toutes les tentatives des dernières années pour garantir l'hégémonie politique des classes dominantes, à travers le PMBD et la "Nouvelle République", ainsi que les plans économiques successifs, furent mis à mal, principalement par la mobilisation populaire et syndicale. Ils échouèrent, avant tout, à cause de la position intransigeante du PT et de la Centrale unique des travailleurs (CUT), face à la politique de subordination que le PMBD et les élites essayèrent d'imposer au pays.

Parmi ces tentatives, l'échec du Pacte social est particulièrement notable. La Constituante, les luttes syndicales et populaires, et ensuite les élections de 1988 ont construit peu à peu une alternative à la "Nouvelle République" et à la transition conservatrice, qui s'est concrétisée par le front politique des partis populaires et, ultérieurement, par la candidature de Lula.

Le PT assume la candidature de Lula en étant convaincu qu'actuellement, la

lutte institutionnelle a besoin d'être prise en charge de manière offensive et avec courage, en abandonnant tout préjugé vis-à-vis des élections et des voies légales dans la bataille pour l'hégémonie, à l'intérieur même d'un Etat contrôlé par la bourgeoisie.

Le gouvernement Lula représentera une expérience sans précédent dans notre histoire. Il existe peu de situations comparables au niveau international, ce qui exige une grande capacité d'innovation pour mener à bien ce processus politique original. La riche expérience vécue au Chili lors du gouvernement d'Allende (1970-1973) se présente comme un cadre historique devant être étudié, afin de profiter des leçons à tirer et, principalement, d'éviter la répétition de toute issue identique.

Le PT est conscient que gouvernement et pouvoir ne se confondent pas, et que, pour cela, la victoire de Lula ne pourra pas être comprise comme la pleine conquête du pouvoir politique. Le PT comprend également qu'au Brésil, l'Exécutif fédéral concentre des ressources et une force institutionnelle telles que son seul contrôle permet de donner libre cours à des changements susceptibles de modifier l'ensemble du cadre conjoncturel, par la mise en place d'un processus garantissant la réalisation de notre programme vers des transformations socialistes.

Comme point de départ, il est nécessaire de prendre en compte le fait qu'à ses débuts, le nouveau gouvernement sera sérieusement limité par une légalité constitutionnelle interdisant la réforme agraire, défendant absolument le rôle de la propriété privée, et consacrant la tutelle des Forces armées sur le pouvoir civil.

Confrontation d'intérêts de classe

A la base de ces difficultés — en cela, les illusions ne sont pas permises — se trouvera l'intérêt de classe des élites qui n'admettent aucune restriction à l'accroissement de leurs privilèges : elles essayeront de paralyser ou de déstabiliser le nouveau gouvernement en utilisant la force du capital, les moyens de communications de masse, la manipulation des idées conservatrices au sein de certains secteurs de la population, et en lançant des appels réactionnaires à une intervention des Forces armées.

Mais nous aurons aussi en mains d'extraordinaires conditions pour accélérer le développement des luttes sociales et la pression des masses. Le gouvernement Lula sera d'emblée conscient que toutes les chances de succès résident dans l'augmentation, à une échelle gigantesque, de la mobilisation des travailleurs pour la conquête des objectifs inscrits dans le Programme démocratique populaire.

Notre tactique pour disputer la présidence de la République est associée à notre politique d'accumulation de forces

et à notre volonté de lutter pour conquérir l'hégémonie dans la société. S'éloigner de cette ligne politique peut conduire à mettre à l'ordre du jour la prise du pouvoir de manière aventuriste, ou amener à un relâchement politique, qui consisterait en une déviation prétendant réformer le capitaliste ou l'administrer. Durant toute la campagne électorale, nous affirmerons clairement notre choix du socialisme, d'un socialisme démocratique, incluant la liberté d'expression et la liberté d'organisation des travailleurs, et remettant en cause la bureaucratie et l'idée du parti unique.

Révolution politique et sociale

Notre projet politique va plus loin que la victoire aux élections présidentielles. Son sens historique est de transformer le pays et de réaliser une révolution politique et sociale. Pour arriver à ces deux objectifs, nous avons besoin de changer le rapport de force. Il ne sera possible de gagner ce défi que par la croissance du PT, par son organisation, et sa capacité de lutte et de propositions politiques, que cela soit dans les mouvements sociaux, ou dans les gouvernements municipaux.

Nous savons que notre programme va à l'encontre des intérêts divers qui, durant le mandat de Lula, chercheront à mettre à bas notre gouvernement, et tenteront de démoraliser le PT et les forces démocratiques et populaires. Seules une mobilisation populaire la plus large possible et la lutte sociale pourront répondre aux tentatives visant à déstabiliser notre gouvernement et à rompre l'institutionnalité, recours que les classes dominantes ont déjà utilisé.

Un gouvernement du PT et du Front populaire brésilien devra réaliser les tâches démocratiques et populaires anti-impérialistes, anti-latifundiaires et anti-monopolistes. La mise en place effective de mesures de ce type, comme de celles qui ne sont pas explicitement socialistes, s'affronte directement à la structure capitaliste actuelle et ne pourra être obtenue que par un gouvernement des forces sociales et politiques s'affrontant à l'ordre bourgeois, un gouvernement constitué hégémoniquement par les travailleurs.

Le PT ne se porte pas garant d'une étape de "capitalisme populaire" dans le pays. Au contraire, à travers un processus simultané d'accumulation de forces, d'affrontements et de conquêtes des travailleurs, nous créerons les bases nécessaires à la mise en place des transformations socialistes.

Pour toutes ces raisons, le gouvernement démocratique et populaire et le début de la transition vers le socialisme sont liés dans le même processus. Mais le passage de l'un à l'autre n'est pas automatique et ne résultera pas d'un "retour de la scène" des minorités privilégiées qui, s'appuyant sur la force et la négation de la démocratie, ont historiquement ravi le pouvoir aux travailleurs

de ce pays. La mise en place de la totalité du Programme démocratique populaire peut seule mener à la révolution socialiste.

Le PT n'apporte pas sa caution à un quelconque parti socialiste sans travailleurs. Il est impossible de construire le socialisme sans la participation décisive des travailleurs. L'expérience historique nous a légué la conviction suivante : si le socialisme n'est pas l'œuvre des travailleurs, il n'y a pas de socialisme.

Les expériences de construction du socialisme — en particulier celles où les bureaucraties se sont approprié le pouvoir politique au nom des travailleurs qu'elles ont éloignés de son exercice — démontrent qu'il ne peut exister d'authentique socialisme sans un approfondissement de la défense intégrale de la démocratie.

La démocratie est une conquête des travailleurs

Le multipartisme, les libertés d'expression, de syndicats et de culte, l'existence de conditions effectives pour leur pratique, le respect intégral des Droits de l'homme sont d'importantes conquêtes de l'humanité qui doivent être défendues d'arrache-pied par les travailleurs, dans le processus de construction du socialisme. La démocratie n'est ni une concession des classes dominantes, ni une formalité passagère ; c'est une conquête des travailleurs arrachée dans la lutte politique contre les classes dominantes.

Le PT intervient dans le débat politico-culturel, en opposant les valeurs et les idées du socialisme à celles du capitalisme, avec la certitude que nous serons capables de vaincre, en construisant une alternative de pouvoir démocratique, socialiste et révolutionnaire.

L'expérience historique montre qu'il est possible que les travailleurs construisent leurs organisations, développent des formes de luttes appropriées au moment historique et accordent leurs programmes de transformation. Le PT, avec détermination et confiance dans les travailleurs, porte cette conception à ses ultimes conséquences, en défendant ses objectifs et son projet socialiste. ■

18 Juin 1989



SUISSE

« Il faut immoler la vache sacrée »

C'EST LE 26 novembre prochain qu'aura lieu l'initiative populaire du Groupe pour une Suisse sans armée (GSsA). Trois ans après le dépôt d'un projet de modification de la Constitution, les Suisses doivent se prononcer sur la suppression de leur armée. Autour de ce référendum, la Suisse connaît un débat sans précédent sur son armée, la question de la neutralité, sa politique extérieure, son histoire, etc. A Berne, la dernière manifestation du GSsA a rassemblé plus de 25 000 personnes.

Les Jeunes socialistes qui, en 1980, lançaient l'idée de la suppression de l'armée, n'envisageaient sans doute pas qu'une telle idée puisse ébranler à ce point les fondements de la Confédération helvétique.

Sophie MASSOURI



C'EST EN septembre 1980, que deux jeunes socialistes balois se mettent en tête de proposer une campagne pour la suppression de l'armée. Déjà, en 1979, les Jeunes socialistes de Suisse, de tradition anti-

militariste, choisissaient comme sujet de campagne annuelle "la politique de paix". La réflexion s'engage, tandis qu'ont lieu, au début des années 80, de grandes mobilisations pacifistes, rassemblant des milliers de personnes (1). En mars 1981, les Jeunes socialistes décident d'ajouter à leur thème annuel prévu, une simple question : « *La Suisse a-t-elle besoin d'une armée ?* ». La réflexion faisant bon chemin, commence à émerger l'idée de lancer une initiative populaire sur cette question (2).

Les jeunes socialistes ne reçoivent pourtant pas le soutien espéré à l'intérieur du Parti socialiste suisse (PSS). Celui-ci semble plutôt gêné par une telle ferveur anti-militariste, trouvant sans doute qu'un tel projet troublerait son image de parti respectable et soucieux des institutions. La Confédération est, en effet, dirigée par un collège gouvernemental, appelé aussi "formule magique", formé de sept ministres issus du Parti radical, du Parti démocrate-chrétien, de l'Union démocratique du centre et du Parti socialiste.

Mais, le 12 septembre 1982, plus de cent personnes fondent le Groupe pour une Suisse sans armée (GSsA), et décident de lancer une initiative populaire. C'est en septembre 1984, au cours d'une nouvelle assemblée du GSsA, qu'on se met d'accord sur les modifica-

tions de la Constitution, pour « *une Suisse sans armée* » (voir encadré p. 18). Elle décide d'autre part, d'inscrire l'initiative dans une proposition alternative pour la paix, et ajoute donc un deuxième volet à l'initiative : « *pour une politique globale de paix* ».

Sans relais médiatique, le GSsA a réussi néanmoins, à recueillir près de 111 300 signatures. L'initiative populaire préconisant la suppression de l'armée est déposée le 12 septembre 1986. C'est une première victoire pour le mouvement.

Vent de panique

Beaucoup d'observateurs et de ceux qui considéraient les initiateurs du GSsA comme une "poignée d'agitateurs marginaux", ont été surpris par l'ampleur de l'écho rencontré par une idée aussi "utopique".

Il faut pourtant attendre juin 1987 pour que le débat national s'emballe. C'est, en effet, la projection d'un film documentaire de Roman Brodmann, *Le fol espoir de mener la vache sacrée à l'abattoir*, à la télévision allemande, qui déchaîne la classe politique et l'Etat-major de l'armée contre cette « *manœuvre douteuse ayant frappé durement de nombreux Suisses dans leur sensibilité nationale* ». Les interventions parlementaires, à la suite de la projection du film, furent virulentes et le ministre de la Défense envoya même une

1) En 1983, 40 000 personnes manifestent pour le désarmement dans la capitale fédérale, Berne.

2) En Suisse, tout citoyen ou groupe peut lancer une initiative populaire afin de modifier la Constitution helvétique. Il lui suffit de déposer un projet rédigé des articles à modifier, accompagné de la signature de 100 000 personnes soutenant une telle initiative. Après une vérification de conformité par le Conseil fédéral, la Confédération est alors appelée à se prononcer pour ou contre la proposition.

note au Parlement allemand pour dénoncer ce qui lui paraissait être une attaque contre la souveraineté de la Suisse.

L'excès même des prises de position qui se succédèrent a réellement mis sur orbite le débat national. Ce qui n'était qu'une vague utopie se transformait tout d'un coup, aux yeux de la classe dirigeante et de l'Etat major de l'armée, en une véritable machination déstabilisatrice contre le pays. On ressortit le vieux refrain sur « les valeurs patriotiques qui se perdent », et qui sont le « véritable ciment de la nation ».

« Aucun Etat ne saurait s'en passer »

La plus édifiante de ces réactions est sans aucun doute la publication du message du Conseil fédéral aux Chambres fédérales à propos de l'initiative, le 1er juin 1988. Présentant l'initiative, le Conseil fédéral, en une trentaine de pages, établit une liste des arguments en faveur du rejet de l'initiative. Pour lui, « il est notoire que les auteurs de l'initiative ne croient pas que cette votation permettra de supprimer l'armée. [Elle] est, pour eux, une utopie dont le but est de mettre en mouvement un processus de formation de la conscience visant la transformation politique de la société ». Caractérisant l'initiative en elle-même, il ajoute « maintenir ou supprimer son armée constitue incontestablement un choix existentiel pour un Etat. L'armée incarne, en effet, le monopole du pouvoir contre des interventions bellicistes extérieures ou un renversement fomenté de l'intérieur; aucun Etat ne saurait s'en passer ».

Après un retour historique, le document enchaîne sur la particularité du système de défense suisse : « Aucune autre armée n'est autant empreinte du principe de la milice que la nôtre (3). La responsabilité de la sauvegarde de l'indépendance est partagée par le citoyen-soldat... » En réponse, le GSsA rappelle que, « au contraire, appelée à plusieurs reprises à assurer une certaine tranquillité, ou la tranquillité de certains — pendant la grève générale de 1918; à Genève, en 1932; ou dans le Jura, en 1968 —, l'armée constitue un vrai danger pour les droits démocratiques. (...) Elle considère toujours la pratique de la démocratie comme une menace ». L'armée censée protéger de l'ennemi? Mais « quel ennemi »?

L'autre question importante abordée lors de la campagne a été le coût de l'armée et réciproquement, celui de sa suppression.

L'armée coûte cher. En Suisse, comme dans d'autres pays, le budget militaire est bien le seul à survivre et à s'accroître malgré toutes les restrictions budgétaires. En 1987, les dépenses militaires se sont élevées à 10 milliards de francs, soit 1 800 francs par an et par citoyen. Si on fait une comparaison à l'échelle européenne, la Suisse est le pays qui dépense le plus par habitant pour son système défensif.

Mais lors du débat, le gouvernement et le département militaire fédéral (DMF) ont opposé à cela le coût économique de sa suppression éventuelle, notamment en termes d'emplois. « L'armée adjuge de nombreux travaux à des artisans ou à des groupes défavorisés de la population qui, sans elle, seraient au

chômage ». A de tels arguments, purement démagogiques, le GSsA a répondu que « tandis qu'un investissement d'un milliard de dollars permet de créer 76 000 emplois dans le secteur de la production militaire, il en crée 86 000 dans la construction mécanique, 92 000 dans les transports, 100 000 dans la construction, 138 000 dans la santé et 187 000 dans l'éducation »(4).

Quelle que soit l'issue du scrutin du 26 novembre prochain, il est clair que la droite, la DMF et l'ensemble du lobby militaire ne pourront plus faire semblant d'ignorer le malaise évident des Suisses à "l'égard d'une vache trop longtemps sacrée et particulièrement chère". ■

6 novembre 1989

LE PARTI socialiste ouvrier (PSO, section suisse de la IVe Internationale) a été la seule force organisée à soutenir activement la campagne, en collectant, à lui seul, un tiers des signatures.

Inprecor a rencontré Gisele Hürliman, membre du PSO et des JSR-Provo (Jeunesses socialistes révolutionnaires), qui est, depuis janvier 1989, au secrétariat national pour la Suisse allemande de la campagne du Groupe pour une Suisse sans armée (GSsA).



INPRECOR : Quel est l'écho rencontré par la campagne ?

Gisèle HURLIMAN :

En fait, après un démarrage assez lent, le mouvement s'est renforcé d'une façon fulgurante depuis 1988. Les médias et les politiciens ont ignoré cette initiative, aussi longtemps qu'ils le pouvaient. Au moment où la campagne a été lancée, le climat international, les relations entre les deux blocs, n'étaient pas très favorables à une telle initiative.

Aujourd'hui, c'est différent. Avec ce qui se passe à l'Est, et la politique extérieure de Gorbatchev, la "menace" représentée par l'Union soviétique, dont les militaires se sont souvent servis pour justifier un surarmement toujours croissant de la Suisse, n'est plus crédible.

L'étonnement qui a suivi le dépôt des 100 000 signatures s'est un peu tassé, jusqu'à ce que le film de Brodmann passe à la télévision allemande, en juin 1987. Le but de ce documentaire était d'expliquer aux citoyens allemands le droit à l'initiative populaire qui existe seulement en Suisse. Le film prenait pour exemple l'initiative du GSsA, en montrant qu'ainsi on peut même demander d'abolir l'armée. Ce sont les réactions violentes à ce film qui ont donné au mouvement un véritable écho médiatique.

Plus on se rapproche de la date du 26 novembre, plus les gens s'organisent dans la campagne. Si on comptabilise le nombre de personnes qui sont abonnées au journal de la campagne ou qui nous envoient de l'argent régulièrement, nous avons à peu près 7 000 adresses, soit 4 000 de plus que l'année dernière. Dans chaque région et canton, il y a maintenant un ou plusieurs groupes et ce sont plusieurs milliers de personnes qui se sont investies plus ou moins directement dans la campagne.

Mais surtout, le débat traverse l'ensemble de la société. Il existe maintenant des syndicalistes pour une Suisse sans armée, des chrétiens pour une Suisse sans armée... et même des officiers pour une Suisse sans armée. Toute le monde est obligé de se prononcer par rapport à l'initiative.

■ Le climat international à lui seul n'explique pas complètement l'écho rencontré par une telle initiative. Qu'est-ce qui s'est passé ou qui a changé, en Suisse ?

— Je ne crois pas que le Groupe pour une Suisse sans armée ait incité le

3) L'armée suisse est une armée de conscrits; elle compte, aujourd'hui 625 000 hommes, dont à peu près 3 000 femmes qui effectuent un service volontaire. La fameuse particularité de l'armée suisse tient au fait que tout homme, à partir de 20 ans, est un soldat. En effet, outre les 17 semaines passées à l'école des recrues, lors de la première incorporation, le citoyen-soldat est appelé deux fois par an à reprendre du service, en s'entraînant au tir. Après 45 ans, il est affecté au service de protection civile.

4) Ces chiffres sont issus d'une brochure publiée par le GSsA, d'après une étude du Département du travail des Etats-Unis, de 1975.

changement, mais il a été une sorte de catalyseur. Un malaise plus profond traverse la société suisse. Beaucoup de choses sont en train d'éclater, de changer. Ce lien particulier entre le gouvernement et le peuple, entre l'armée et le peuple, n'existe plus.

Beaucoup de gens s'abstiennent lors des élections, par exemple. Seul 40 % des gens vont voter, aujourd'hui. Le mouvement est un miroir des bouleversements d'une société largement figée. C'est pour ça que le gouvernement a peur de ce mouvement, parce qu'il remet en cause les bases du pacte de confiance entre le peuple et le gouvernement suisse.

■ Quelle a été l'attitude du Parti socialiste suisse (PSS) ?

— Un véritable débat dans les rangs des socialistes a éclaté dans les médias, à la radio, à la télévision, parce que les partis bourgeois ont menacé les social-démocrates de les chasser du gouvernement, s'ils n'appelaient pas à se prononcer contre l'initiative. Ce qui veut dire la fin de la "formule magique" qui existe depuis trente ans, ou du moins une sévère remise en question.

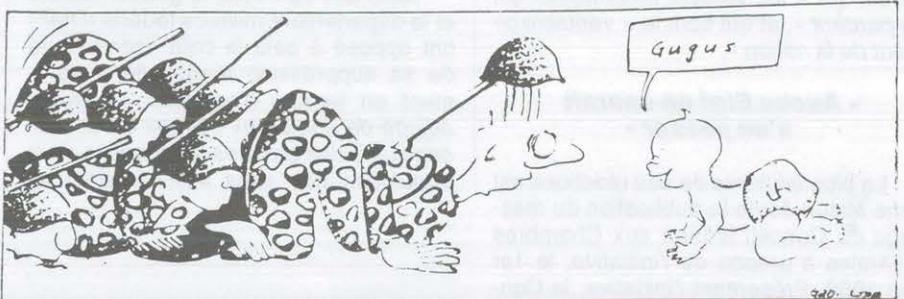
Les médias ont commencé à parler de l'histoire du Parti socialiste, de sa tradition anti-militariste du début du siècle, puisque le PSS n'a reconnu l'armée qu'en 1935, ce qui a bien sûr provoqué des remous. A la veille de son Congrès, en juin dernier, le PSS était plus que divisé par rapport à l'initiative.

J'ai assisté au Congrès du PSS qui se déroula dans une atmosphère passionnante et passionnée. Les jeunes socialistes avaient l'espoir que leur Parti pouvait appeler à voter oui pour l'initiative.

Les dirigeants du Parti, qui sont plutôt des pragmatiques, ont tenté de remédier aux risques réels d'explosion. Ils ont cherché à préserver, du moins en apparence, l'unité du Parti. Ils ont proposé deux tours de vote. Le premier demandait à chaque congressiste, à titre individuel, de se prononcer par rapport à l'initiative. Tandis que le deuxième leur demandait ce que doit décider le PSS pour la votation. Le premier tour donna une large majorité de oui pour l'initiative, mais le deuxième se prononça pour qu'il n'y ait pas de consigne de vote donnée par le PSS. C'était un peu comme un ballon qui se dégonfle tout à coup.

■ Quelles sont les perspectives de la campagne ?

— Le risque est que tout s'arrête après le 26 novembre. Beaucoup de jeunes, grâce à ce mouvement, sont entrés pour la première fois en politique, avec une expérience plutôt positive, et surtout sur un thème assez radical. Si, avec ceux qui ont une stratégie à plus long terme, nous arrivons à maintenir notre position, je crois qu'il est possible de les intéresser à d'autres sujets, de les



intéresser à la politique en général. Même si les jeunes, en Suisse, sont en général a-politiques, ils sont assez sensibles, par exemple, aux questions concernant le Tiers-monde. Beaucoup d'entre eux trouvent qu'il ne suffit pas de donner une aide au développement, parce qu'ils savent qu'il y a encore plus d'argent qu'il n'en est sorti qui revient dans les pays industrialisés. Ils connaissent toutes les affaires du blanchissement de l'argent du trafic de drogue (1), etc. Nous devons leur montrer que nous avons des réponses globales, nationales et internationales en ce qui concerne les problèmes de société.

D'ores et déjà, dans plusieurs endroits, à Bâle, à Berne, à Lucerne et surtout à Zürich, nous essayons d'aller plus

loin. A Zürich, les JSR-Provo ont fondé un Forum des jeunes contre l'armée et ils organisent des cours qui ont attiré pas mal de jeunes sur la Suisse, son histoire, sur le rôle de l'armée durant la Seconde Guerre mondiale, l'histoire de la neutralité, le mythe de la neutralité, etc. Chaque semaine, ils organisent des réunions, soit en tant que JSR-Provo, soit dans le GSsA.

Par son contenu, l'initiative aborde aussi le thème : "La Suisse poursuit une politique globale de paix".

Avec cette formule, on peut également discuter des modèles de société. On peut se poser la question de ce qu'on peut faire avec dix milliards de francs par an : plus d'argent pour les retraites, pour la protection sociale, plus d'argent pour protéger l'environnement, etc.

Mais on peut aussi bien se dire qu'une politique globale de paix, c'est mener une autre politique vers l'extérieur, par exemple, vers l'Afrique du Sud, en boycottant le système de l'apartheid. Une autre politique globale de paix, cela veut dire une autre politique vers l'intérieur, cela veut dire une autre société et là, on peut poser la question : quelle société voulons-nous ? Nous pouvons, maintenant, discuter avec des jeunes du socialisme. Parce beaucoup se rendent bien compte que ce n'est pas seulement l'armée qu'on devrait abolir, mais que c'est la société toute entière qui doit changer.

Propos recueillis par Sophie Massouri le 2 octobre 1989

Modifications constitutionnelles présentées par le GSsA :

Article 17

- 1— La Suisse n'a pas d'armée
- 2— Interdiction à la Confédération, aux cantons, aux communes, aux personnes et groupes privés de former et d'entretenir des forces de combat.
- 3— La Suisse mène une politique globale de paix qui renforce l'autodétermination du peuple et favorise la solidarité entre les peuples.
- 4— L'application de la présente disposition constitutionnelle est réglée par la législation fédérale.

Article 18

Aucune disposition de la présente Constitution ne peut être interprétée en ce sens qu'elle présuppose ou justifie l'existence d'une armée.

1) Le ministre de la Justice, Elisabeth Kopp, après avoir été élue à la vice-présidence par le parlement, le 7 décembre 1988, fut contrainte de démissionner du gouvernement cinq jours plus tard. Informée de l'enquête en cours contre la Sakarchi Trading pour blanchissement de l'argent de la drogue, elle a été accusée d'avoir prévenu son mari afin qu'il quitte ses fonctions de vice-président et de conseiller juridique de cette société. Par ailleurs, deux enquêtes parlementaires ont été ouvertes contre certains de ses proches collaborateurs et contre Rudolf Gerber, procureur de la Confédération, chef de la sécurité de l'Etat, coordinateur des enquêtes policières sur le trafic de drogue.

Mère Teresa au pays des soviets

LE TEXTE SUIVANT est un condensé d'un discours de Konstantin Kharchev, ancien président du Conseil soviétique des affaires religieuses, où celui-ci explique, en mars 1988, à un groupe d'enseignants de l'Ecole supérieure du Parti, à Moscou, la "nouvelle pensée" sur les possibilités de collaboration entre l'Eglise et l'Etat. Ce texte a été traduit de la version russe du journal du Front populaire letton, *Atmoda*, du 18 septembre de la même année. En disgrâce depuis le début de cette année, Kharchev a été relevé de ses fonctions en juin dernier. Il affirme avoir eu des ennuis avec l'appareil du Parti, le KGB et la hiérarchie de l'Eglise orthodoxe elle-même. Cette dernière lui aurait amèrement reproché son appui à la relégislation de l'Eglise uniate ukrainienne (1), interdite en 1946. L'Eglise orthodoxe a collaboré très étroitement avec les stalinien dans ce cas précis, s'appropriant les biens des Uniates après leur interdiction. En 1986, l'Ukraine abritait la moitié des églises orthodoxes en fonction. Il est admis généralement que la plupart des croyants ukrainiens retourneraient vers l'Eglise uniate s'ils le pouvaient ; ce qui aurait un impact très important sur les ressources matérielle de l'Eglise orthodoxe. Kharchev lui-même a décrit la question uniate comme un problème aussi important que celui du Mur de Berlin. Ce litige est un obstacle à l'un des projets de relations publiques les plus chers à Gorbatchev, la visite en URSS du pape Jean-Paul II, dirigeant spirituel des Uniates.

Konstantin KHARCHEV



LE RECENSEMENT de 1950 a révélé quelques faits inattendus : environ 70 % des Soviétiques se déclaraient croyants, soit 115 millions de personnes. Selon des enquêtes scientifiques, cela n'aurait dû concerner que 20 % de la population. Les dirigeants religieux donnent le chiffre de 70 %, et j'ai tendance à les croire. Parmi ces 115 millions, 30 millions sont membres de l'Eglise orthodoxe russe. Aujourd'hui, le revenu annuel officiel de cette église est de 312 millions de roubles (70 % proviennent des cierges et des choses similaires, 30 % des quêtes). Ce sont les chiffres officiels, mais nul ne connaît les chiffres réels.

L'affrontement entre le régime soviétique et l'Eglise orthodoxe, quand les hommes d'Eglise sont apparus comme des opposants armés au pouvoir soviétique, s'est achevé en 1924, avec la reconnaissance du nouveau régime par le

patriarche Tikhon. Les années de la collectivisation et de la "dékoulakisation" ont aussi été des années de répression de l'Eglise orthodoxe, dans la mesure où il était nécessaire de briser le poids de l'idéologie religieuse. Dans les années 30, et spécialement en 1937 et 1938, la répression contre les croyants a été aussi féroce que celle exercée à l'encontre des membres du Parti.

Les églises ne savent à quel saint se vouer

Durant la Seconde Guerre mondiale, l'Eglise a connu un renouveau. Pour des raisons idéologiques, les forces allemandes d'occupation ont ouvert environ 2 500 nouvelles églises. Dans les années 50, on a assisté à de nouvelles vagues de dévotion. Khrouchtchev espérait une transition rapide vers le communisme ; cela signifiait qu'il fallait en finir rapidement avec l'Eglise. Entre 1961 et 1964, la moitié des 20 000 églises existantes ont été fermées (150 fermetures quotidiennes). Entre 1965 et 1985, 1 300 églises ont été fermées. Aujourd'hui, 6 800 églises fonctionnent,

dont 57 à Moscou. Malgré le manque évident de lieux de culte pour les Moscovites, toutes les demandes de réouverture présentées par les croyants ont été rejetées. En ce moment, en URSS, on trouve 1 000 "points de conflit" où les habitants demandent l'ouverture des églises et l'enregistrement des communautés religieuses.

L'année dernière, seize églises ont été réouvertes. Cette année [1988], soixante-huit diocèses et vingt monastères ont été réouverts. Le Patriarcat demande actuellement la réouverture de Kievo-Petcherskaïa Lavra [le plus ancien monastère de Russie]. Le monastère de Danilov va coûter trente-deux millions de roubles au Patriarcat ; et celui de Tolgsky, trente millions. En fait, nous n'avons annoncé la réouverture du monastère de Tolgsky que lorsque des fidèles ont commencé à apporter l'argent nécessaire. Ils ont, d'ores et déjà, collecté un million de roubles.

Depuis des temps immémoriaux, les gens ne regardent pas à la dépense quand il s'agit des églises et des monastères. Le monastère de Tolgsky sera la première maison de retraite pour les prêtres. L'Eglise ne possède pas un système particulier de sécurité sociale. J'ai demandé à nos spécialistes de travailler à la régularisation légale de ces questions, d'une façon qui réponde à nos intérêts.

Croisade anticléricale

Autre problème, il existe trop peu de Bibles disponibles. 350 000 ont été publiées en 70 ans. Pour le Millénaire [de la conversion de la Russie, en 1988] le Patriarcat en a fait imprimer 100 000 exemplaires. Nous en avons importé 100 000 de Suisse, et nous avons autorisé les baptistes à en importer 100 000 de l'étranger. Il n'y a quasiment pas de presse religieuse, ici. Le *Journal du Patriarcat de Moscou* est tiré à 30 000 exemplaires — une goutte d'eau dans l'océan. Aujourd'hui, un *Patriarcat de Moscou Herald* a commencé à paraître, avec une très belle mise en page. Mais c'est un effort purement publicitaire, une propagande destinée à l'étranger.

Il est nécessaire de réviser la législation de 1929 sur la religion, et de prendre appui sur le décret léniniste sur la séparation de l'Eglise et de l'Etat, avec lequel la loi de 1929 est en contradiction flagrante.

Nous [le Parti] sommes tombés dans un piège, avec notre politique anticléricale consistant à décréter des interdictions et à humilier les gens. Nous avons éloigné les prêtres des croyants, mais cela n'a pas amené les croyants à avoir davantage confiance dans les autorités locales.

La principale violation de la loi soviétique, de la part des autorités locales, est

1) Les Uniates sont des chrétiens d'Orient qui appartiennent à la communion de l'Eglise romaine, tout en conservant leur liturgie et leur droit canon particuliers.



la résistance persistante à la réouverture des églises. On trouve aussi une ingérence constante dans la vie personnelle des croyants. Ainsi, ils sont perpétuellement persécutés sur leurs lieux de travail. On essaye de les faire craquer moralement.

Iconoclastes et mécréants

Dans une région d'Ukraine, les dirigeants locaux ont décidé de partir en lutte contre l'influence croissante de la religion. Dans le meilleur esprit des années 30, ils ont encerclé l'église d'un gros village avec un cordon de police. Ils ont détruit les portes de manière barbare, avec un bulldozer, et enlevé les icônes. Ensuite, l'engin est resté coincé au milieu de la rue principale, sans pouvoir avancer ni reculer. Sous les regards des croyants, ces représentants de l'Etat n'ont rien trouvé de mieux que de placer les icônes sous les roues pour remettre l'engin en route. Puis, ils ont emporté les icônes restantes pour les brûler dans un champ.

Aucune sanction n'a été prise à leur égard, à part le renvoi du premier secrétaire, du député de la propagande, de celui de l'idéologie et de quelques autres. Nous avons restauré l'église. Mais que penseront les jeunes enfants auxquels on dira, quand ils iront à l'église, que l'icône de Saint Jean-Baptiste qui a disparu a été brûlée par les mécréants communistes ?

Le Parti et le gouvernement perdent de plus en plus leur contrôle sur les croyants. En outre, nous assistons à l'apparition de croyants sans spiritualité, c'est-à-dire de gens qui assistent, sans trop y croire, aux rituels religieux, tout en restant indifférents au communisme. Qu'est-ce qui vaut mieux pour le Parti ? Une personne sans spiritualité ou un croyant sincère ? C'est encore plus difficile de contrôler les indifférents !

Malgré tous nos efforts, l'Eglise a non seulement survécu, mais elle est en

train de connaître une renaissance. En ce moment, on ne perçoit aucune tendance vers une baisse de la ferveur religieuse en URSS. Chaque année, un million de messes funèbres sont célébrées (ce qui représente 20 à 30 % des décès). D'après moi, ces messes funèbres constituent la preuve la plus tangible de la ferveur religieuse, dans la mesure où, de leur vivant, les gens doivent être prudents pour éviter les ennuis dans leur vie quotidienne.

C'est auprès des prêtres et des évêques de l'Eglise russe

orthodoxe qu'ont été obtenus les plus grands succès dans le contrôle de la religion et la suppression de ses activités. Au départ, il y avait de quoi se réjouir, mais maintenant, cela risque d'avoir des conséquences inédites.

L'activité de l'Eglise russe orthodoxe est contrôlée et limitée. Cependant, la force des autres confessions est inquiétante. Cela inclut les catholiques, qui réussissent encore à se maintenir à flot, et les sectes qui prolifèrent de manière impressionnante : on trouve jusqu'à 57 confessions, et environ 15 000 congrégations.

Auparavant, nous avons axé notre pression sur l'Eglise orthodoxe et laissé la bride sur le cou aux sectes, car nous avions peur qu'elles ne se développent clandestinement. En fin de compte, nous avons perdu tout contrôle sur elles et leur croissance rapide est lourde de dangers incalculables.

« L'Antéchrist au pouvoir »

Nous devons également nous pencher sur la question de l'éducation des enfants. Que nous le voulions ou non, on ne peut pas enlever leurs enfants aux croyants. Bien qu'il soit interdit aux enfants de servir dans l'Eglise, et que cela soit strictement appliqué dans le cas de l'Eglise orthodoxe, nous ne sommes pas capables de contrôler les influences exercées sur les enfants dans les autres confessions.

En Lituanie, 20 000 enfants étudient le catéchisme clandestinement. Quand un de ces enfants demande pourquoi les volets restent fermés et pourquoi il ne peut dire à personne qu'il étudie la Loi divine, l'adulte lui répond : « Ici, c'est l'Antéchrist qui est au pouvoir, et il ne te permet pas d'étudier les vérités éternelles du bien ». L'on peut imaginer quelle attitude aura cet enfant envers le régime soviétique, une fois devenu adulte ! En Asie centrale, il existe des centaines d'écoles coraniques clandestines où sont enseignées des idées médiévales, instillant une attitude hostile à la loi des "infidèles".

Comment devons-nous interpréter le slogan : « *L'Eglise est séparée de l'Etat et l'Etat est séparé de l'Eglise* » ? Les prêtres sont également des citoyens soviétiques qui votent régulièrement pour nous. "Ces gens" sont partout : dans tous les comités ou les fondations pour la paix, la culture, les enfants...

On peut arriver à la conclusion qu'est en train de se mettre en place un profond processus de pénétration de l'Eglise dans la politique de l'Etat. Nous devons envisager cela sérieusement. Qu'on le veuille ou non, la religion est en train d'entrer dans le socialisme, non à petits pas mais plutôt à grandes enjambées. Tant que nous possédons tout le pouvoir, il est, je le crois, possible pour nous d'ajuster le tir, dans un sens ou dans un autre, selon nos propres intérêts. Désormais, le Parti doit tenir sérieusement compte de l'Eglise.

Par rapport au Millénaire, par exemple, la politique du Parti s'est transformée. Il y a quelques années, il avait été convenu de ne pas prendre part à la célébration et de la faire passer sous silence. Ensuite, il a été décidé de considérer cet anniversaire comme un héritage de toute la nation et comme un événement culturel comme un autre. Des démarches ont été effectuées en direction de l'UNESCO, pour voir si on ne pouvait pas transformer cela en événement à l'échelle mondiale.

Mère Teresa doit-elle donner le bassin aux malades soviétiques ?

La séparation de l'Eglise et de l'Etat engendre tellement de problèmes... Lénine a simplement donné quelques indications et une ligne générale. Notre tâche est de trouver une solution concrète. Qu'est-ce que cela signifie de séparer l'Eglise de l'Etat, et à quel point peut-on les séparer ? Cela implique pour nous, notamment, l'interdiction des activités caritatives. Aujourd'hui, à Moscou, nous manquons dramatiquement de personnel médical dans les hôpitaux : environ 20 000 postes d'infirmières sont vacants. Les militants de l'Eglise nous proposent l'aide de volontaires charitables (même la fameuse mère Teresa a proposé son aide). Que faire ? Accepter et les laisser donner le bassin aux malades ? Et alors, les mourants de ce pays quitteront notre monde, en pensant que l'Etat soviétique a été incapable de leur donner le bassin !

Mère Teresa doit-elle donner le bassin aux malades soviétiques ?

Il reste encore beaucoup de problèmes camarades ! Comme vous, je pensais qu'il s'agissait d'une question ne concernant que quelques vieilles femmes... mais allez donc jeter un coup d'œil dans les églises lors des messes : elles sont remplies de jeunes. Etudiez la composition sociale des étudiants du séminaire. Les deux tiers sont des ouvriers et des paysans !

■

Ile Congrès du FPL

LORS DE son Ile Congrès, des 6-8 octobre derniers, le Front populaire letton (FPL) n'a effectué que quelques changements dans son programme, dont le principal est l'adoption de la perspective d'une Lettonie indépendante. Andrejs Pentelejevs, dirigeant du Front populaire letton, a expliqué comme suit ces changements sur la question de l'indépendance (*Tageszeitung*, 28 octobre) :

« Nous ne voulons pas cacher notre objectif réel plus longtemps. Mais nous sommes réalistes et nous savons que ce but ne pourra être atteint qu'à long terme. La précondition nécessaire à cela est que toute l'Union soviétique change. Dans d'autres Républiques, ont été formés des Fronts populaires réclamant l'indépendance. Ce n'est que lorsque toutes les Républiques auront obtenu un vrai droit à l'auto-détermination, et pourront former une fédération selon leurs propres vœux, qu'existera également une solution pour la Lettonie. Une voie spécifiques aux Pays baltes est relativement improbable. Je voudrais souligner que nous n'avons aucun intérêt à couper nos liens économiques et culturels avec le reste de l'Union soviétique, ou avec la Russie. Ils continueront à être nos voisins.

« Il y un an, le Front a fait une erreur, en avançant le slogan "La Lettonie aux Lettons". Depuis lors, nous avons réalisé que nous ne pouvons réussir qu'en étant unis aux autres groupes ethniques. Nous avons établi, dans notre programme, des garanties pour les populations non-lettones. Après un manque de confiance initial, de plus en plus de Russes se sont mis à participer au Front populaire. La future République lettonne sera un Etat multi-culturel... Par exemple, le premier collègue juif d'URSS a été ouvert, le 1er septembre, à Riga. Pour la première fois également, s'est ouverte une école pour les gens parlant le polonais. » ■

UNION SOVIETIQUE

Programme du Front populaire letton

NOUS PUBLIONS ci-dessous des extraits du programme adopté par le premier Congrès du FPL. Il a été traduit de *Briviba* (numéro 8/9, 1988), un journal letton publié à Stockholm.

DOCUMENT



LE POUVOIR soviétique a été instauré et développé pour réaliser les aspirations du peuple entier — ouvriers, paysans et intellectuels — à la liberté, au bien-être, à la justice sociale et aux droits égaux pour les nations.

Cependant, le despotisme stalinien et les années de stagnation qui ont suivi ont engendré des déformations substantielles dans la vie publique et politique, économique et sociale. Un profond fossé s'est creusé entre l'appareil bureaucratique et le peuple ; la société est entrée en crise.

Aujourd'hui, nous avons l'opportunité historique de nous débarrasser du fardeau pesant du passé, de revitaliser les principes léninistes du socialisme et de remodeler la société en accord avec les intérêts, les besoins et les aspirations du peuple. La restructuration a commencé par en haut. Mais seule une participation populaire énergique peut la rendre irréversible, par la garantie de la démocratie et de la justice par le bas...

I Principes généraux

1- Le Front populaire letton (FPL) est une organisation sociale et politique de masse, un regroupement de gens ayant des idées similaires, qui s'est formé comme aboutissement de l'activité politique et patriotique du peuple. Il soutient fermement et activement l'objectif d'une restructuration radicale de la Lettonie et les principes d'un socialisme démocratique et de l'humanisme ; il participe à la réalisation des aspirations populaires, à travers le Soviet des députés, et à l'établissement d'un Etat de droit, en accord avec la souveraineté de la République. Le FPL se bat contre tout monopole de pouvoir ou d'opinion.

2- Le FPL veut faire progresser et renforcer les aspirations à la démocratie et à un renouveau moral de la société,

de tous les habitants de la Lettonie, quelles que soient leurs origines sociales, leurs langues, ou leur appartenance politique, religieuse ou nationale.

L'activité du FPL est incompatible avec l'expression de points de vue staliens, fascistes ou d'autres idéologies autoritaires ; avec des méthodes administratives bureaucratiques ou dirigistes ; avec la propagation de toute forme de haine ou d'intolérance raciste, nationaliste, religieuse ; et avec tout recours à la violence. (...)

4- Dans l'accomplissement des tâches prévues dans son programme et ses statuts, le FPL collabore avec le Soviet des députés du peuple et les autres institutions étatiques, ainsi qu'avec les organisations sociales. Le FPL n'a pas l'intention de se substituer à un organisme étatique ou à une organisation sociale. (...)

II Démocratisation de l'Etat et de la société

1- (...) Un pouvoir et une administration authentiquement populaires doivent être instaurés. Tous les organes élus, depuis les collectifs de travail, jusqu'au Soviet suprême de la République soviétique socialiste de Lettonie (RSSL) doivent être composés de représentants qui reflètent les opinions des travailleurs et défendent leurs intérêts.

Une nouvelle loi électorale doit être adoptée pour que les députés du peuple soient élus, à tous les niveaux, au suffrage universel, direct, égal et ouvert ; assurant un choix de candidats pour tous les postes ; garantissant une véritable confrontation des opinions ; et établissant des règles pour suivre de près le décompte des voix.

2- Le FPL se bat pour un Etat de droit. (...) La pratique permettant au Présidium du Soviet suprême de modifier les lois adoptées par le Soviet suprême doit être modifiée. Le FPL recommande la constitution d'une commission pour contrôler le fonctionnement légal des organes qui doivent faire respecter la loi, les forces armées, les forces de sécurité de l'Etat et les forces armées internes.

3- Le FPL se bat pour le démantèlement du système d'administration bureaucratique stalinien et néo-stalinien ; pour la transformation de l'Union soviétique, d'une fédération centralisée en une union d'Etats souverains ; pour l'établissement d'une république souveraine,

proclamée dans la Constitution de la RSSL ; et pour la revitalisation des principes léninistes de fédéralisme. (...)

Les Républiques doivent avoir le droit de veto sur les questions concernant leurs intérêts, et la possibilité d'établir des relations directes avec les autres Etats et organisations internationales. Il est nécessaire d'établir un statut de citoyenneté dans la Constitution lettone et d'adopter une loi sur la citoyenneté de la RSSL. (...)

5- Le FPL demande une séparation des pouvoirs législatif, exécutif et judiciaire, ainsi qu'une distinction entre les fonctions de l'Etat et celles du Parti, afin d'éviter une concentration du pouvoir dans les mains de quelques personnes ou groupes. (...)

6- Le FPL exige la pleine application du principe de transparence dans le fonctionnement de l'Etat et la vie de la société. (...) Le brouillage des émissions de radio et de télévision étrangères doit être abandonné.

7- (...) On doit donner la possibilité à toutes les organisations de masse, y compris au FPL, d'utiliser les médias pour présenter et défendre leur idéologie. (...)

8- (...) Le FPL s'oppose à toute démagogie politique, intimidation des opposants ou poursuites judiciaires envers les individus en raison de leurs opinions religieuses ou politiques.

III Droits de l'homme et droits civiques

(...) **2-** Le FPL demande un respect total des garanties constitutionnelles sur l'intégrité des personnes, de leur vie privée et de leur domicile ; inviolabilité de la correspondance, des conversations téléphoniques, et des autres droits constitutionnels. Les citoyens doivent avoir un recours juridique contre les actions illégales des organismes collectifs. Le principe selon lequel toute personne est innocente jusqu'à preuve du contraire doit être appliqué d'une façon constante. (...) Toute personne arrêtée doit avoir la possibilité d'appeler immédiatement un avocat. (...)

4- Le FPL exige que les crimes du régime stalinien à l'encontre des réfugiés lettons en URSS dans les années 30, et contre les habitants de la Lettonie dans les années 40 et 50, soient déclarés crimes contre l'humanité, et que les noms de ceux qui ont organisé ces crimes et d'autres répressions stalinienne soient publiés. On doit ôter à ces gens tous leurs privilèges et leurs décorations, et ils doivent rendre compte de leurs actions. Toutes les restrictions de droit pour les victimes de la répression doivent être levées, on doit leur accorder des compensations morales et matérielles, et leur garantir une pension d'Etat.

5- Le FPL considère comme essentiel que tous les citoyens lettons accusés de crimes accomplissent leur détention dans leur propre République et que les

personnes condamnées dans d'autres Républiques ne soient pas emprisonnées dans la nôtre, ni ne soient envoyées dans notre République après avoir accompli leur peine.

6- (...) Les restrictions sur les voyages à l'étranger et sur les retours dans le pays doivent être strictement délimitées par la loi. Le refus d'accorder un passeport doit être passible d'un procès.

7- Le FPL demande l'application des droits reconnus dans la Constitution de la RSSL sur l'entraînement militaire dans la République, selon lesquels les citoyens de Lettonie, quelle que soit leur nationalité, doivent effectuer leur service militaire obligatoire ici.

Il demande également qu'il soit permis aux personnes auxquelles leurs convictions pacifistes ou religieuses interdisent de servir dans les forces armées d'effectuer un service social pendant une durée équivalente à celle du service militaire.

8- Le FPL (...) lutte pour la paix et demande instamment le désarmement et la démilitarisation de la société ; il déclare que la région baltique et scandinave doit être une zone dénucléarisée. Le FPL demande le retrait des armes de destruction de masse du territoire de la RSSL, et la réduction des armes conventionnelles.

IV Question nationale

1- Le Front national considère nécessaire la révision radicale de la politique nationale suivie jusqu'ici, basée sur les dogmes et les doctrines stalinienne. Chaque nation, y compris la nation lettone, a le droit de vivre durant une période historique indéfinie. Le FPL rejette toute politique nationale basée sur le présumé selon lequel le progrès social est inévitablement lié au dépérissement des spécificités nationales. (...)

2- Le FPL considère que les questions nationales doivent être résolues par le respect des droits démocratiques de toutes les nationalités qui vivent dans la République, et par la justice sociale (...). Il rejette catégoriquement toute incitation à la haine nationale, ou à toute violation ou dénigrement de la dignité nationale de tout habitant de Lettonie. La défense de la langue et de la culture d'origine de tous ses habitants, de toutes nationalités, doit être une obligation pour chaque République.

3- Le FPL note que le peuple letton a un statut fondamental dans la République, parce que la Lettonie est son territoire historique, le seul lieu au monde où sa nation, sa langue et sa culture ont été préservées et développées. Ainsi, le FPL considère que pour garantir l'autodétermination nationale du peuple letton, il est fondamental que la République de Lettonie réserve une majorité stable et irréductible de mandats aux représentants du peuple letton, lors de toutes les élections, à chaque niveau dans la République, indépendamment de la situation démographique.

4- Le FPL demande que la langue lettone soit reconnue comme la langue d'Etat dans la constitution de la RSSL. Le letton doit être la langue de travail des organes de l'Etat et des institutions de la RSSL, tandis que le russe doit être réservé aux relations fédérales. Les citoyens ayant affaire aux organes de l'Etat auront la possibilité d'utiliser soit le letton soit le russe, et devront pouvoir recevoir tous les documents officiels dans l'une ou l'autre langue, selon leur choix. Dans le domaine des services sociaux, le droit des citoyens à utiliser l'une ou l'autre langue doit être garanti (...).

Le FPL demande à la RSSL de collaborer avec les gouvernements des autres Républiques, sur la base du libre choix, et de réinstaller les victimes de la politique nationale stalinienne dans leurs territoires d'origine.

Le FPL demande au gouvernement lettone de s'assurer que les minorités lettones vivant hors de Lettonie et les autres minorités nationales jouissent des conditions nécessaires à la préservation de leur identité nationale. (...)

6- A cause d'une immigration excessive, pour la première fois de son histoire, le peuple lettone est en train de devenir une minorité dans son territoire ethnique : cela menace son existence future et son auto-gouvernement. Le FPL exige un arrêt immédiat de l'immigration, mais est opposé à l'expulsion des habitants, quelle que soit leur nationalité. (...)

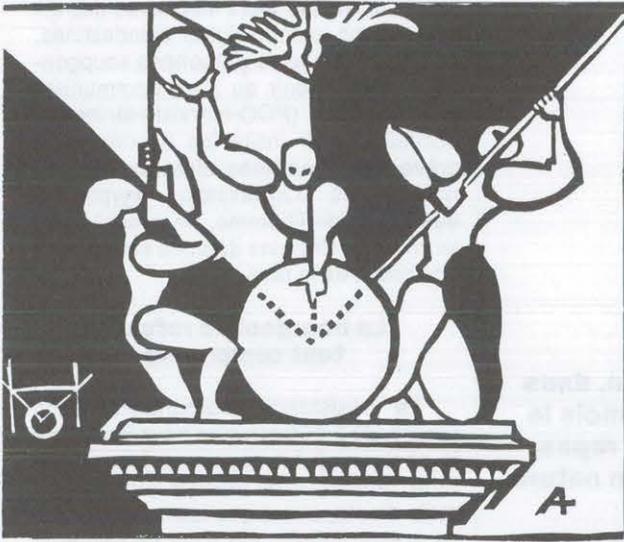
7- Le FPL considère que la principale source de problèmes dans les relations nationales réside dans la politique de nihilisme national appliquée durant les périodes stalinienne et néo-stalinienne. Et, dans l'intérêt d'une amélioration des relations nationales, il demande une analyse des causes des conflits nationaux, afin que soient reconnues les déportations qui ont eu lieu en Lettonie au XXe siècle ; afin d'exposer sur la place publique les crimes du despotisme stalinien contre le peuple letton et d'autres peuples. (...)

8- (...) Il doit être officiellement reconnu que l'incorporation de la République de Lettonie à l'URSS a été accomplie par la force, et au mépris de ce que pensait le peuple letton.

9- Le FPL demande à tous les habitants de la République, quelle que soit leur nationalité, de s'unir dans la lutte contre les conséquences de la bureaucratie, du stalinisme et de l'autoritarisme, et de prendre une part active dans la discussion des questions politiques, sociales, économiques et écologiques, en russe et en letton. (...)

V Ethique

(...) **5-** Le Front populaire reconnaît l'importance de la religion pour le renouveau moral de la société et le renforcement des valeurs humaines. Dans le processus d'instauration d'un Etat de droit, il devient primordial d'établir et de garantir les droits légaux des croyants et des organisations religieuses.



Le FPL demande l'abandon de l'instruction obligatoire de l'athéisme à l'école et la possibilité de recevoir, à la demande, une instruction religieuse. (...)

VI Culture, éducation, science

1- (...) Le FPL rejette la division de la culture entre celle qui serait progressiste et celle qui serait réactionnaire et s'oppose à l'application de critères idéologiques et politiques sommaires à la culture. (...)

3- Le FPL exige que toutes les responsabilités culturelles en Lettonie soient entre les mains de la République. (...)

9- Le FPL demande qu'un large public soit correctement informé. Il recommande la formation d'équipes de radio et télévision permanentes dans les centres de la vie politique et culturelle internationale. (...)

10- Le FPL s'oppose à l'administration bureaucratique incompétente de la culture, de l'éducation et des arts ainsi qu'au financement chaque fois amoindri de la culture et de l'éducation. Le FPL n'accepte ni la commercialisation de l'art ni sa subordination aux mécanismes du marché. (...)

12- (...) Le FPL demande l'arrêt de l'entraînement militaire à l'université et l'exemption des étudiants. (...)

17- Le FPL est pour le droit des scientifiques à s'exprimer librement. (...)

VII Humanisation de l'environnement social

1- Le FPL exige que chaque citoyen de la RSSL ait le droit de se réaliser au maximum à travers un emploi librement choisi, et d'être payé en accord avec la quantité et la qualité de son travail.

2- Le FPL demande que toutes les personnes vivant dans la République soient assurées d'un niveau de vie minimal décent, prenant en compte l'augmentation du coût de la vie. La priorité à la satisfaction des besoins humains doit être observée, non seulement en paroles, mais en actes. (...)

4- Le FPL s'oppose catégoriquement

à la préservation de la nomenclatura, et considère que tous les privilèges dans la distribution des avantages matériels dans la sphère des services sociaux (tout spécialement les soins médicaux, les loisirs et l'assurance sociale) sont incompatibles avec la morale humaine et également avec les principes fondamentaux du socialisme.

5- Le FPL propose la prise en compte de la justice sociale dans tous les plans de développement régionaux de la RSSL, en fonction des besoins sociaux et culturels et de la distribution des produits industriels et agricoles.

6- Le FPL considère la normalisation de la situation démographique comme l'une des tâches principales pour la résolution des problèmes sociaux et de la question nationale. Un système de mesures juridiques et économiques effectives devra être introduit afin d'en finir avec le flux mécanique de la population.

VIII Economie

1- (...) Le FPL considère que l'économie peut être un moyen de mener à bien les objectifs sociaux, qu'elle doit être fondamentalement humanisée, subordonnée aux besoins de tous et de chacun, à travers une transformation radicale des bases théoriques de la vie économique.

2- Le FPL appuie la poursuite d'un cours de réformes économiques radicales dans la République, qui liquide tous les facteurs et les mécanismes faisant obstacle au développement de l'économie populaire (volontarisme, monopole des ministères, régulation arbitraire du travail des coopératives et des individus, etc.). Le FPL s'oppose aux tendances de la bureaucratie à retarder l'application de la réforme économique et à mutiler son caractère révolutionnaire.

3- Le FPL lutte activement pour la souveraineté économique de la République, c'est-à-dire la pleine indépendance en matière d'administration de la production, de développement et de distribution de ce qui est produit. Il est essentiel d'augmenter le rôle du Soviét des députés du peuple dans l'administration de l'économie, dans le développement et la gestion de l'infrastructure sociale et productive, et dans la défense de la nature (...).

5- Le FPL est pour une restructuration radicale du système d'administration de l'économie populaire, pour confier la gestion de toutes les tâches sociales aux entreprises, qui exerceront leur autorité en accord avec la Loi sur les entreprises d'Etat [axe central de la législation économique de Gorbatchev].

(...) Le FPL est pour baser le développement de la RSSL uniquement sur le travail local. (...)

8- Le FPL soutient que l'agriculture est l'une des principales branches de l'économie populaire. (...)

9- Le FPL demande que tous les programmes et projets économiques d'importance sociale majeure soient soumis, en premier lieu, à des débats à travers les médias. (...)

Les projets économiques et de construction doivent être ratifiés par le Soviét des députés du peuple.

IX Ecologie

1- Le FPL considère que la sauvegarde de l'environnement doit être une préoccupation principale pour la préservation de la santé physique et morale de la population. Dans ce but, il est essentiel de réaliser des études scientifiques et un travail concret pour résoudre l'ensemble des questions écologiques, dans la perspective d'une collaboration avec les autres Républiques de l'URSS et les autres Etats du bassin de la Baltique. (...)

2- Le FPL affirme qu'aucun projet économique public ne doit être entrepris tant que l'on n'a pas la certitude qu'il ne sera pas polluant.

Le FPL considère qu'il est nécessaire d'établir des sanctions financières effectives contre les responsables de la pollution de l'environnement, y compris pour des motifs personnels. Une inspection effective sur la production de déchets dans le processus de fabrication doit être instaurée, et des informations doivent être régulièrement publiées sur la pollution de l'environnement et sur ceux qui s'en sont rendus coupables. L'économie populaire doit être orientée vers des formes de production et des ressources énergétiques peu dangereuses pour l'environnement, en incluant les énergies éolienne et hydro-électrique. Les inspections doivent proscrire l'introduction, dans la République, de substances dangereuses pour la santé (composants toxiques, engrais chimiques, substances radio-actives), et aussi leur transit par la République.

3- Le FPL est pour une production agricole écologique et une politique des forêts, écologique et rationnelle. (...) La défense de l'environnement et de la biosphère doit également s'appliquer aux territoires contrôlés par l'armée et les gardes-frontières.

4- Le FPL est pour un usage rationnel de la terre dans l'agriculture, en accord avec les données climatiques de la région et sa pédologie ; pour la construction d'aménagements et de routes correspondant aux données historiques et géographiques du territoire. Le FPL demande qu'on utilise le sol de manière écologique lors de l'extraction des minéraux utiles et lors de la mise en place des projets énergétiques, avec obligation de restaurer le sol pour qu'il soit apte à la culture par la suite (...).

Résistance ouvrière à Héliouan

24 000 OUVRIERS du complexe sidérurgique de Héliouan, dans la banlieue sud du Caire, réclamaient depuis plusieurs mois le relèvement des primes de rendement et de l'indemnité repas, ainsi qu'une attribution démocratique des avantages en nature (logement, soins, transports).

Ils exigeaient la réintégration au comité d'entreprise de deux délégués ouvriers (Mohamed Moustafa et Abderrahim Haridi) qui en avaient été exclus pour avoir défendu les revendications de leurs camarades.

Samia HUSSEIN



APRES UNE première "grève active" avec occupation de l'usine, dans la nuit du 23 au 24 juillet 1989, la direction de l'entreprise publique avait accepté d'ouvrir des négociations avec les délégués syndicaux. Ils par-

vinrent à un accord comportant un certain relèvement des primes et le service d'un repas. Sur la question des avantages en nature et de la révision des qualifications et des barèmes d'embauche, la direction se contenta de promesses. Elle ne donna aucune réponse concernant la réintégration des deux délégués exclus du Conseil d'administration et la libération des ouvriers emprisonnés par suite de la grève du 24 juillet.

Reprise de la grève

Le 1er août 1989, les travailleurs de l'équipe du matin décidaient, en assemblée générale, la reprise de la grève active avec occupation et ils exigeaient la réouverture des négociations, directement avec le ministre de l'Industrie (qui est le chef de la hiérarchie administrative pour les entreprises publiques). Ils ajoutèrent à leurs revendications antérieures :

- la dissolution du syndicat, jugé trop inféodé à la direction, et l'organisation de nouvelles élections syndicales ;
- le remplacement du PDG et de son adjoint ;
- la libération d'ouvriers arrêtés pour avoir diffusé un tract.

Un simulacre de négociations s'engagea, au téléphone, entre le ministre du Travail, le président du Syndicat des industries métallurgiques et les responsables de la "sécurité" de l'usine d'un côté, les grévistes, de l'autre. Faute de propositions satisfaisantes concernant

leurs revendications, encerclés par les forces de police qui empêchaient les ouvriers de la 2e et de la 3e équipe de les rejoindre, les grévistes décidèrent de poursuivre l'occupation.

Ils ne voulaient pas renouveler l'expérience de la grève du 24 juillet, où ils avaient arrêté le mouvement sur des promesses, en laissant le soin à d'autres de négocier à leur place. Ils déclarèrent qu'ils resteraient en "grève active" jusqu'à l'arrivée du ministre de l'Industrie, avec lequel ils voulaient négocier et signer un accord sur place. Face à leur détermination, le gouvernement chargeait alors le ministre de l'Intérieur de préparer l'assaut de l'usine.

A deux heures du matin, 5 à 6 000 policiers des forces spéciales d'intervention, armés de matraques électriques et de fusils mitrailleurs, forçaient les portes et inondaient l'usine de gaz lacrymogènes, matraquant les ouvriers et tirant sur eux. Un ouvrier, Abdel Hay Mohamed, décéda des suites de coups de pieds dans les organes génitaux, et de balles dans le cœur et les poumons, comme le révélera l'autopsie. 750 autres seront arrêtés et violemment battus, et quinze d'entre eux seront transportés à l'hôpital avec des fractures aux côtes et au crâne, des blessures par balles aux membres, au ventre ou à la tête. Ils seront par la suite "récupérés", par les Renseignements généraux (RG) pour subir des interrogatoires, puis laissés sans soins dans les pires conditions de détention. Aux trois cents grévistes blessés en fuite, qui avaient demandé un congé maladie pour se soigner loin des hôpitaux et des RG, la direction donnera le choix entre le licenciement et le retour à l'usine... pour y être livrés à la police.

Les dirigeants de la lutte, dont l'un des deux délégués exclus, qui s'étaient livrés au Parquet pour ne pas être licenciés, seront sauvagement torturés par les RG (gégène, brûlures de cigarettes, coups), pendant plusieurs jours, afin de

leur faire avouer leurs liens avec des organisations communistes clandestines. Une soixantaine de personnes soupçonnées d'appartenir au Parti communiste des ouvriers (PCO-marxiste-léniniste), accusé d'avoir incité les ouvriers à la grève, seront arrêtées, ainsi que deux dirigeants de l'Organisation égyptienne des Droits de l'homme, un avocat et un journaliste. Certains détenus entameront une grève de la faim.

La bourgeoisie refuse tout compromis

La résistance s'organise dans l'usine, où 2 000 ouvriers travaillant dans le secteur où fut assassiné leur camarade, refusèrent de toucher leur paye du mois d'août, avant que leurs camarades ne soient libérés. Ce n'est que sous la menace du licenciement que certains acceptèrent de percevoir leurs salaires. La Commission des libertés de l'Ordre des avocats délégua plusieurs avocats pour défendre les ouvriers incarcérés. Des comités de soutien se constituèrent, publics (intellectuels et artistes) ou clandestins.

Mais le ministère de l'Intérieur refusa de donner la liste des 600 à 700 grévistes aux mains des Renseignements généraux, dispersés entre les différentes prisons du Caire. Seulement 120 d'entre eux ont fait l'objet d'une procédure judiciaire légale. Mélangés avec des détenus de droit commun, blessés au cours de l'assaut ou des interrogatoires et laissés sans soins, ne pouvant recevoir la visite de leurs familles, les ouvriers incarcérés sont dans des conditions d'isolement particulièrement pénibles.

Dans la lutte des métallos de Héliouan, comme dans celles qui l'ont précédée dans le textile, les industries mécaniques et les chemins de fer, la violence de la répression montre que la bourgeoisie égyptienne n'est prête à aucun compromis et qu'elle ne peut accepter aucune forme d'organisation autonome, même réformiste et corporatiste, de la classe ouvrière.

De fait, les divergences qui pouvaient exister au sein de l'appareil d'Etat sur les modalités et le rythme de la libéralisation économique, sont amenées à disparaître avec l'aggravation de la crise économique et la réduction de la marge de manœuvre du régime.

S'étant fixé la tâche de devenir un des principaux garants de l'ordre impérialiste et de ses intérêts au Proche-Orient et en Afrique, et s'étant endetté pour plus de 48 milliards de dollars auprès des puissances impérialistes (surtout les Etats-Unis et la France), l'Etat de la bourgeoisie égyptienne n'a pas d'autre choix que d'accentuer l'exploitation de la classe ouvrière. Il doit, en effet, à la fois rembourser les intérêts de ses emprunts (ou au moins une partie d'entre eux), et maintenir ses bénéficiaires et ceux des capitaux étrangers investis dans le pays. Ces derniers sont d'ailleurs relativement peu importants, le capital étran-

ger ayant préféré opter pour une stratégie d'endettement de l'Etat et des entreprises locales, publiques et privées, plutôt que pour l'investissement direct.

Ce sont les entreprises publiques qui assurent la quasi-totalité des exportations égyptiennes de produits industriels. Il s'agit essentiellement de produits semi-finis (textiles, aluminium, ciment et engrais) qui seuls peuvent être exportés, d'une part parce que les grandes firmes et les Etats capitalistes ont décidé de "délocaliser", au moins partiellement, ces productions vers le Tiers-monde, pour en faire baisser les cours mondiaux, et d'autre part, parce que l'état actuel de l'appareil productif égyptien ne permet pas de concurrencer les firmes des autres pays capitalistes sur des produits plus élaborés.

De généreux "bakchichs"

De ce fait, les grandes entreprises publiques, qui sont les seules à pouvoir fournir les surplus nécessaires au paiement du service de la dette, ont prioritairement bénéficié des crédits internationaux pour la modernisation de leurs équipements. Leurs achats de matériel ont constitué un débouché important pour les firmes impérialistes, surtout avec l'aggravation de la crise dans les pays capitalistes développés après 1974. Les contrats colossaux passés avec les firmes étrangères ont permis aux bureaucrates à la direction de l'Etat et des entreprises publiques de se servir au passage de généreux "bakchichs", passés eux aussi sur le compte de la "dette".

Plusieurs facteurs ont contribué à mettre l'Etat égyptien dans l'incapacité de rembourser ses dettes :

— Le premier d'entre eux tient certainement au fait que la majorité des crédits a servi à financer des achats de matériel militaire et des investissements dans l'infrastructure (métro, ports, chemins de fer, télécommunications, égouts, etc.), or, ces dépenses ne peuvent donner lieu directement à une production de marchandises exportables, qui procureraient des devises à l'Egypte.

— Le second réside dans le mode d'attribution des crédits et leur utilisation: des gaspillages considérables, dus à la vénalité des bureaucrates gestionnaires des entreprises publiques, à leur incompetence ou à la désorganisation systématique de la cohérence économique de l'appareil d'Etat depuis 1974, ont considérablement réduit l'efficacité des matériels et machines achetés avec ces emprunts, et compromis les possibilités de leur remboursement. De plus, ces investissements, qui ont eu souvent pour conséquence d'accroître les capacités de production pour certains produits (textiles, barres d'aluminium, engrais), ont été réalisés sans tenir compte des capacités réelles d'absorption du marché mondial.

Dans le même temps, les crédits étaient conditionnés par l'arrêt des ex-

portations vers les pays socialistes et les autres pays du Tiers-monde dans le cas d'accords de troc (sans devises). Les entreprises égyptiennes se sont donc retrouvées avec d'énormes stocks d'inventus, d'une part à cause des restrictions mises par les grands pays capitalistes aux importations en provenance du Tiers-monde, et d'autre part, parce que les organismes internationaux qui gèrent la dette des pays du Tiers-monde (Fonds monétaire international, Banque Mondiale) ont développé les mêmes productions (matières premières, produits semi-finis textiles et métallurgiques) dans tous les pays.

Un Etat endetté

Les facteurs explicatifs "exogènes" de l'incapacité de l'Egypte à rembourser ses emprunts, réunissent autour d'eux un "consensus" qui va des économistes libéraux aux réformistes, parce qu'ils mettent en cause "l'extérieur" sans impliquer les forces politiques et les rapports de classes à "l'intérieur". Il s'agit essentiellement de la baisse des prix mondiaux du pétrole (depuis 1984-85) d'une part, et de la hausse des taux d'intérêt sur les crédits et la réduction des durées de remboursement (dès 1980), d'autre part.

La première a gravement réduit les ressources de l'Etat; les remises des émigrés ont diminué avec le ralentissement de l'activité économique dans les principaux pays pétroliers arabes. La seconde a considérablement accru le poids de la dette sur l'économie égyptienne: depuis 1981, les remboursements (intérêts et sommes arrivées à échéance) sont supérieurs aux nouveaux crédits, et le solde négatif pour l'Egypte n'a cessé de s'accroître.

Avec un appareil productif sans réelle cohérence interne, une économie désarticulée, orientée vers la satisfac-

tion des besoins des grandes firmes des pays impérialistes, la bourgeoisie égyptienne n'a pas d'alternative possible à la politique d'ouverture suivie actuellement.

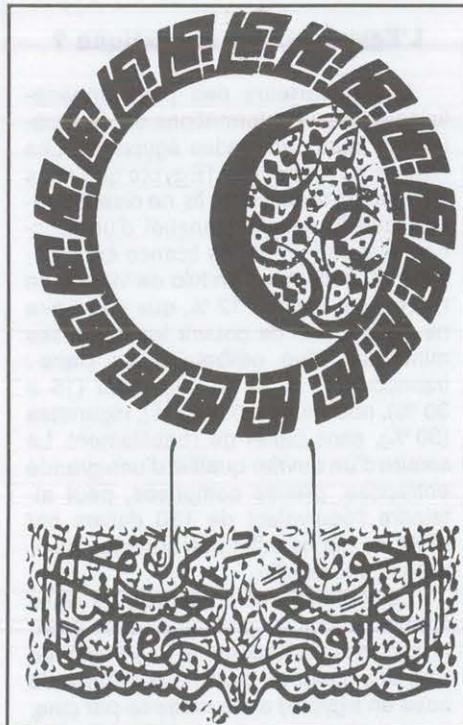
Les réformistes du Rassemblement unioniste progressiste (RUP) et du Parti communiste égyptien (PCE) se trompent et trompent les travailleurs en affirmant qu'il serait possible de développer une autre politique économique, avec d'autres alliés (les pays dits "socialistes" et les autres pays du Tiers-monde) sur la base d'une accumulation dirigée vers la satisfaction des besoins prioritaires de la population, en maintenant la même structure sociale, les mêmes rapports de production, le même appareil d'Etat. De fait, les réformistes n'ont rien d'autre à proposer que la réédition de l'expérience nassérienne, de celle du Parti Baas en Syrie et en Irak ou du "socialisme algérien" (1), malgré leur échec commun, alors que la situation internationale leur était beaucoup plus favorable qu'elle ne pourrait l'être aujourd'hui.

Restructurations et austérité

Conscients du caractère irréaliste de leurs propositions, incapables de prôner la révolution socialiste, les réformistes réclament un simple "aménagement" des programmes de restructuration et d'austérité imposés à la classe ouvrière. Ils demandent à cette dernière de modérer ses revendications et voudraient bien que l'Etat bourgeois leur accorde une petite place pour mettre en œuvre leur politique de compromis. Pourtant, ce dernier n'est prêt à aucune concession, comme le montre la répression violente dont les membres du PCE figurent parmi les premières victimes.

L'aggravation de la crise économique rend de plus en plus nécessaires des "restructurations" de grande ampleur, qui se traduisent par l'accentuation de l'exploitation et la remise en cause des acquis des travailleurs. La dégradation rapide des conditions de vie et du pouvoir d'achat de la classe ouvrière, conduit à la radicalisation des luttes et au renforcement de la répression. Cette situation ne peut déboucher, à terme, que sur un affrontement généralisé entre la classe ouvrière et l'appareil d'Etat bourgeois. L'issue de ce dernier dépendra du degré d'organisation de la classe ouvrière, de l'expérience acquise dans les luttes, et des armes qu'elle aura su se forger contre l'appareil répressif de l'Etat.

Les dernières luttes ont révélé que la mobilisation et la solidarité ouvrières étaient très fortes. Entre la première



1) Au cours des années 60, le président égyptien Gamal Abdel Nasser, chef de file du mouvement nationaliste arabe, instaura un "modèle socialiste" fondé sur l'étatisation de l'industrie et la réforme agraire, qui sera imité en Syrie, en Irak et en Algérie. A partir de la décennie suivante, la faillite de ce "socialisme" étatique bourgeois sera telle qu'il cèdera progressivement la place à "l'infifah" (l'ouverture), synonyme de (re)privatisation et de libéralisation.

grève dans les textiles, où les travailleurs avaient attendu deux ans une décision de justice avant de se mobiliser, et celle de Hérouan, où les ouvriers ont organisé l'occupation de l'usine face à la police, et dénoncé la commission syndicale quand celle-ci a bradé les revendications, d'importants progrès ont été réalisés. Le refus catégorique du pouvoir de négocier et la violence de la répression ont fait tomber certaines illusions des travailleurs sur la possibilité d'éviter l'affrontement violent avec l'Etat.

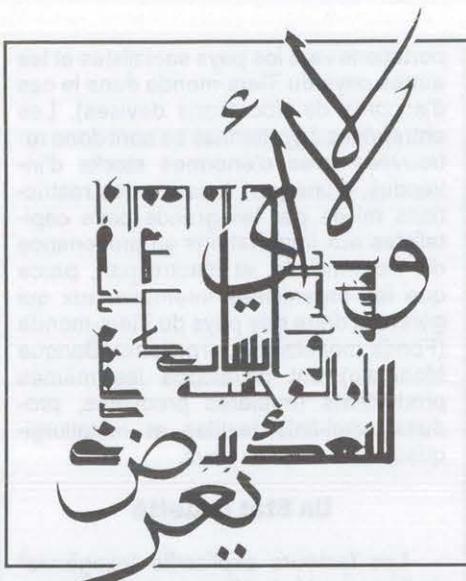
Stratégie "capitularde"

Néanmoins, le degré d'organisation du mouvement ouvrier reste très faible : privé d'organisations syndicales autonomes depuis 1952, méfiant vis-à-vis des organisations politiques à cause des méthodes peu démocratiques du PCE et de sa stratégie "capitularde" dans les luttes passées, soumis à la pression de Renseignements généraux rompus à la pratique d'"infiltration" des organisations clandestines, le mouvement ouvrier n'est pas suffisamment structuré pour pouvoir imposer à l'Etat, à court terme, un rapport de forces en sa faveur.

Le pouvoir, au contraire, s'est préparé de longue date à l'affrontement : une grande partie de l'équipement militaire acheté en France, en RFA ou aux Etats-Unis, est destiné aux combats de rue et à la répression des grèves et des manifestations. Les trois jours de couvre-feu et la démonstration de force de l'armée, lors de la révolte des soldats (conscrits) de la police en 1986, a montré que l'armée était prête à garantir "efficacement" l'ordre bourgeois. Rodée aux combats "anti-terroristes" dans sa chasse aux organisations islamistes militarisées, la police a montré, dans la répression de la grève de Hérouan, qu'elle était prête aussi aux combats "anti-grévistes".

Mais même bien équipées et bien entraînées, l'armée et la police ne pourront pas s'opposer indéfiniment à la mobilisation de près de 10 millions d'ouvriers, largement soutenus par les autres catégories de travailleurs (fonctionnaires, étudiants, artisans, petits paysans). C'est donc une lutte de longue haleine dans laquelle s'engage la classe ouvrière, au cours de laquelle elle devra reconstruire ses organisations et dans laquelle les révolutionnaires, malgré la faiblesse de leurs forces actuelles, ont un rôle important à jouer.

Pour les travailleurs égyptiens, les grands pays capitalistes sont d'abord les colonisateurs et les agresseurs d'hier et les créanciers d'aujourd'hui. Ils n'ont pas oublié l'agression tripartite (Grande Bretagne-France-Israël), en 1956, contre la nationalisation par l'Egypte du Canal de Suez. Ils savent que ce sont les firmes et les Etats des principaux pays impérialistes qui, par l'intermédiaire de leurs organismes dits "internationaux" (FMI, Banque Mondiale, Club de Paris), imposent le relèvement des prix du pain, des vêtements, de l'énergie, la "restructura-



tion" et la privatisation des grandes entreprises publiques, et les licenciements qui les accompagnent, la dévaluation de la Livre égyptienne et les hausses des prix qu'elle entraîne, le blocage de leurs salaires, la réduction des dépenses budgétaires scolaires et de santé, etc. Ils découvrent avec la répression, qu'une grande partie de ces emprunts, pour le remboursement desquels on leur demande de se serrer la ceinture, ont servi à acheter à ces mêmes pays impérialistes les chars et les fusils mitrailleurs utilisés pour briser leurs grèves.

Les firmes occidentales ont fait de juteux profits en contrepartie de l'endettement de l'Egypte : les françaises, avec la construction du métro du Caire, d'une centrale nucléaire à l'ouest d'Alexandrie, et de nombreuses usines, sans parler de l'armement ; les américaines, les allemandes, les suisses, les britanniques, les japonaises, dans la vente d'usines "clés en main", de machines en tout genre, de construction de ports, de routes et de ponts, et bien entendu de matériel militaire.

L'Egypte, vision touristique ?

Les travailleurs des pays impérialistes ont peu d'informations sur la situation de leurs camarades égyptiens. Les médias ne présentent l'Egypte que sous son aspect touristique. Ils ne disent guère que le salaire mensuel d'un fonctionnaire titulaire d'une licence est d'environ 40 dollars, qu'un kilo de viande en représente environ 12 %, que ce salaire ne permet pas de couvrir les dépenses minimales d'un célibataire au Caire : transport (15 à 30 %), logement (15 à 30 %), nourriture (30 à 60 %), cigarettes (30 %), sans parler de l'habillement. Le salaire d'un ouvrier qualifié d'une grande entreprise, primes comprises, peut atteindre l'équivalent de 130 dollars par mois, ce qui ne suffit pas non plus à entretenir une famille.

La scolarité des enfants et les soins médicaux sont de plus en plus coûteux, le prix des transports a quadruplé en cinq ans, celui du pain (la nourriture de base en Egypte) a été multiplié par cinq,

etc. La plupart des salariés ont un deuxième emploi pour pouvoir "joindre les deux bouts", de nombreuses femmes mariées exercent un emploi et plus d'un million d'enfants de moins de quinze ans travaillent, alors que le chômage touche encore près de 15 % de la population masculine adulte.

Hormis les lecteurs fidèles des rapports d'Amnesty International, peu d'occidentaux savent que l'état d'urgence est toujours en vigueur, que les arrestations arbitraires d'opposants politiques sont chose courante, que la torture est systématiquement pratiquée.

Les médias occidentaux présentent le régime égyptien, fidèle allié des puissances impérialistes, comme "l'artisan de la paix au Proche-Orient". Ils ne précisent pas que l'Egypte dispose maintenant d'une des plus puissantes armées de la région, prête à intervenir en Afrique ou en Asie si les intérêts de ces puissances ou un "pays ami" se trouvent menacés.

Ces mêmes médias ne cessent de vanter les "progrès de la démocratie" en Egypte, qu'ils présentent comme le pays du pluralisme politique et de la liberté de la presse. Or la pseudo-libéralisation survenue après 1975, avec l'autorisation donnée aux courants du Parti "socialiste" (unique) de se constituer en "partis" et celle accordée aux politiciens de l'ancien régime pré-nassérien de reconstituer le parti réactionnaire du "Wafd", s'est strictement limitée aux partis bourgeois.

Pseudo-libéralisation et répression

Le PCE, clandestin au sein du RUP (issu de l'ex-Parti "socialiste"), est toujours poursuivi en tant que tel et ses militants, régulièrement incarcérés et torturés. Les autres organisations d'extrême gauche sont harcelées en permanence par les RG, et toute mobilisation ouvrière est immédiatement et brutalement réprimée. La violence de la répression à l'encontre des organisations intégristes islamiques qui, jusqu'à présent, constituaient le seul danger réel pour les bureaucraties de l'appareil d'Etat bourgeois, laisse présager celle que celui-ci s'apprête à exercer contre la classe ouvrière et ses organisations, si les travailleurs menaçaient, par leur mobilisation, les intérêts du capital local et étranger.

Pour toutes ces raisons, il est impératif de briser l'isolement dans lequel se trouve la classe ouvrière égyptienne, aussi bien à l'échelle régionale qu'internationale. La solidarité avec les luttes des ouvriers égyptiens devrait être à la mesure de ce qu'ils représentent : la principale classe ouvrière du monde arabe, la deuxième du continent africain, et l'une des plus importantes du Tiers-monde. ■

22 octobre 1989

EN BREF...



ALGERIE

Le PST demande sa légalisation

LE PARTI socialiste des travailleurs (PST), ex-Groupe communiste révolutionnaire (GCR, organisation sympathisante de la IVe Internationale), a accompli, le 29 octobre dernier, les démarches pour sa légalisation, dans le cadre de la nouvelle loi sur le multipartisme, adoptée par l'Assemblée nationale algérienne.

Cette loi, un des acquis du soulèvement populaire d'octobre 1988 (voir *Inprecor* numéro 278 du 13 décembre 1988), n'en est pas moins entachée de restrictions réactionnaires, comme celle qui interdit l'affiliation à une organisation internationale. Par ailleurs, elle laisse une grande marge à l'arbitraire du pouvoir, dont le feu vert est indispensable pour la légalisation.

Le PST est, jusqu'ici, la seule organisation se réclamant du marxisme à avoir déposé une demande de légalisation, hormis le Parti de l'Avant-Garde socialiste (PAGS), parti stalinien s'identifiant à l'aile "gauche" du pouvoir algérien.

Nous reproduisons ci-dessous l'essentiel de l'article consacré au PST, publié dans *El-Moudjahid* (30 octobre 1989), organe du parti gouvernemental, le Front de libération nationale (FLN).

« Le PST a été créé à la suite des événements d'octobre 1988, après avoir milité dans la clandestinité depuis 1974, sous la dénomination de GCR. (...) »

« Le PST est un parti communiste d'extrême-gauche qui prône l'instauration d'un socialisme sans classes so-

ciales, une économie indépendante de l'hégémonie de l'impérialisme capitaliste. Il propose le non-paiement de la dette extérieure ; l'industrialisation du pays et la consolidation du secteur public ; la démocratisation de l'enseignement ; la réhabilitation de la langue Amazigh [la langue berbère, ndlr]... Enfin, tout un programme que ne pourra réaliser "aucun courant bourgeois", selon le porte parole M. Salhi Chawki. (...) »

« Le PST, par ailleurs, n'est pas une section de la IVe Internationale (il n'en était qu'un sympathisant, étant GCR), car la loi ne le permet pas, et le PST est contre cette disposition "anti-démocratique". Le porte parole a stigmatisé la crise que connaît le pays dans les domaines économique, culturel et éducationnel et n'a pas manqué, bien entendu, de prendre à partie le capitalisme bourgeois et le libéralisme anarchique privilégiant une catégorie de privés parasitaires. Le PST est également pour la laïcité, "car la religion est une affaire privée". La séparation de l'Etat et de la religion doit se faire dans l'intérêt, en premier lieu, de la religion. Quant au secteur privé, "nous ne voulons pas l'assassiner", dira M. Salhi, "mais nous projetons, à long terme, de collectiviser les moyens de production". »

« Avec le PST, c'est un second parti communiste qui demande à entrer dans la légalité aux côtés du PAGS avec lequel il connaît des divergences fondamentales. "Nous sommes des communistes révolutionnaires qui ont milité durant la lutte armée pour l'indépendance du pays, pour laquelle certains communistes ne se sont certainement pas prononcés. Rappelez-vous l'histoire", dira M. Salhi. »

« Le PST envisage de créer un heb-

domadaire, *El-Khatoua*, entreprise difficile à concrétiser financièrement, car il n'y a pas de commerçants au sein du PST. "Un problème d'affinité sans doute personnelle", dira le porte parole. » ■

PORTUGAL

Alliance PC-PSR pour les élections

PRESENT dans les campagnes électorales à l'échelle nationale, le Parti socialiste révolutionnaire (PSR, section portugaise de la IVe Internationale) ne s'était jamais, jusqu'à aujourd'hui, présenté lors des élections municipales, dans la mesure où il privilégiait les thèmes plus directement politiques et d'intervention globale. Cette position traditionnelle du Parti a changé à l'occasion des élections municipales qui se tiendront en décembre prochain.

En effet, diverses organisations régionales du PSR ont établi des accords de collaboration avec d'autres forces de gauche. Le PSR présentera donc trois candidats à la députation municipale du PSR (à Lisbonne, Porto et Amarante). Les accords pour les campagnes électorales d'Amarante (ville de l'intérieur, au Nord) et de Porto ont été établis avec la Coalition démocratique unitaire (CDU) — coalition dominée par le Parti communiste portugais (PCP) — et sont de nature différente : tandis qu'à Porto, le PSR collabore à la campagne d'une force largement majoritaire, à Amarante, un certain équilibre des forces est respecté, et la campagne est menée conjointement par les deux partis et présentée comme une coalition PSR-PCP.

A Lisbonne, la situation est différente, puisque les deux partis de gauche majoritaires ont formé une coalition. En effet, pour la première fois depuis le 25 avril 1974 [la "Révolution des œillets"], le Parti socialiste (PS) et le PCP se sont alliés dans une bataille importante, ce qui a de grandes répercussions dans le combat contre le gouvernement de droite. Cela montre une diminution du sectarisme qui a été une tradition dominante dans le mouvement ouvrier portugais. Evidemment, le PSR a décidé d'appuyer cette coalition, et y participe en présentant des candidats sur sa liste, parmi lesquels Alfredo Frade, membre du Bureau politique du PSR, est en position éligible.

Le PSR participe à la coalition en gardant son intervention autonome, et il est garanti que ses élus (s'il en a) n'accepteront aucun type de restriction ou de discipline de vote dans les conseils municipaux. De la même manière, le PSR participe à la rédaction du journal officiel de la campagne et dirige, aux côtés d'un courant critique de la Jeunesse communiste, une revue de cette coalition, destinée à la jeunesse. ■



EL SALVADOR

Assassinat de dirigeants syndicaux

LE 31 OCTOBRE dernier, l'armée salvadorienne a perpétré deux attentats à la voiture piégée, en plein centre de San Salvador. Celui contre le local de l'association des mères de prisonniers politiques et de disparus (COMADRES) a causé cinq blessés. L'attentat qui visait le local de FENASTRAS, un des principaux syndicats salvadoriens appartenant à l'Union nationale des syndicats salvadoriens (UNTS), a causé la mort de onze personnes et en a blessé vingt-cinq autres.

Dans ce dernier attentat est morte l'une des principales dirigeantes du mouvement populaire salvadorien, Elisabeth Velasquez, dite "Fébé".

C'était une révolutionnaire intransigeante, une militante infatigable qui était un exemple d'héroïsme, de joie de vivre et de modestie. Ancienne ouvrière du textile, âgée d'une trentaine d'années, "Fébé" était membre de la direction de FENASTRAS et de l'UNTS et, comme les autres dirigeants syndicaux, elle se savait menacée en permanence par les escadrons de la mort et l'armée. Elle avait, d'ailleurs, déjà été capturée par l'armée et accusée d'être une dirigeante du Front Farabundo Martí de libération nationale (FMLN). Seule la mobilisation populaire l'avait arrachée aux griffes des militaires.

J'ai eu plusieurs fois l'occasion de la rencontrer, de discuter avec elle et de la voir prendre la parole en public. Je me rappelle particulièrement une discussion que nous avions eue en février dernier. Réveillé en sursaut un matin, à quatre heures, par l'explosion du local de la FENASTRAS auprès duquel je logeais, je me suis mis à sa recherche. J'ai fini par la retrouver, dans l'après-midi, alors qu'elle venait de diriger une manifestation de protestation contre l'attentat. Elle était enceinte et j'avoue avoir été surpris de la voir, impressionné par le fait que, dans "son état", elle ait mené une manifestation réprimée par des tanks (qui, heureusement, n'ouvrirent pas le feu). Quand nous avons parlé de son futur enfant, son visage tendu est devenu tout sourire et elle m'a dit : « Tu sais, cet enfant, c'est très important pour moi, je dois pouvoir vivre ce qui vivent les autres femmes, connaître cette partie du bonheur. En même temps, cela ne m'empêchera pas de lutter, au contraire, cela m'aidera. »

Fébé est tombée au combat avec ses camarades, d'autres reprendront le flambeau. Adios Fébé ! ■

Eric Toussaint



ISRAEL

Michel Warshawsky condamné à 30 mois de prison !

LE TRIBUNAL israélien en charge du procès intenté par les autorités sionistes contre l'*Alternative Information Centre* (AIC) et son directeur, notre camarade Michel Warshawsky, a rendu son jugement le 7 novembre dernier : 30 mois de détention, dont 20 mois de prison ferme, pour notre camarade, et l'équivalent de 5 000 dollars d'amende infligée à l'AIC.

Dans l'enceinte du tribunal bondée de militants du mouvement démocratique israélien, la sentence fit l'effet d'une bombe : elle était tellement disproportionnée par rapport aux chefs d'accusation retenus contre Michel que, de toute évidence, elle n'avait plus aucun rapport avec la jurisprudence israélienne.

L'*Alternative Information Centre*, devenu une source indispensable d'informations sur la répression israélienne et sur l'action de l'opposition anti-sioniste, notamment par sa publication *News from within*, avait subi, en février 1987, une descente de police orchestrée par le *Shin Beth* [les services secrets israéliens]. L'AIC et notre camarade Warshawsky, étaient accusés de rendre des services aux militants clandestins d'une organisation "terroriste", le Front Populaire pour la Libération de la Palestine (FPLP, dirigé par Georges Habache). Michel avait été arrêté et maintenu en détention un mois, jusqu'à sa mise en liberté provisoire sous caution, le 17 mars. Depuis cette date, durant 20 mois, Michel a vécu en liberté très surveillée, dans l'attente de son jugement.

De l'ensemble abracadabrante d'accusations formulées par le *Shin Beth*, il ne resta à la fin de l'instruction qu'une seule : celle d'avoir imprimé une brochure expliquant comment se comporter face à un interrogatoire et comment résister à la torture ! Cette brochure aurait été apportée, selon les tortionnaires du *Shin Beth*, par des militants du FPLP. Michel a, bien sûr, refusé de divulguer les noms de ceux qui lui avaient fourni la brochure, tout en niant savoir quoi que ce soit sur leur appartenance supposée.

Les faits, dont Michel a pu être reconnu "coupable" par le tribunal, étaient donc bien minces ; hors de proportion, en tous cas, avec la lourde peine qui l'a frappé. C'était, en fait, un jugement à motivation politique et non juridique, un message s'adressant à travers Michel, à la salle, et à travers la salle, à l'ensemble des mouvements démocratiques et pacifistes de l'Etat d'Israël. En clair : tout citoyen juif de l'Etat d'Israël, solidaire de la lutte des Palestiniens, devra s'attendre dorénavant à un traitement réservé jusque-là aux citoyens de seconde catégorie, les citoyens arabes.

Les autorités sionistes, pour qui le fait qu'un Juif se solidarise avec les Palestiniens est une abomination "contre nature", parviennent ainsi à l'aboutissement de leur logique : ces Juifs "traîtres" seront traités comme des Arabes ; ils perdront les avantages ordinairement réservés aux citoyens juifs. Ainsi, la "démocratie" israélienne tant vantée, qu'on savait déjà raciste dans la mesure où seul les citoyens juifs peuvent en jouir pleinement, se rétrécit encore plus. Pour en profiter, il faudra désormais être, de surcroît, sioniste !

Ce rétrécissement inexorable de la "démocratie" israélienne, en cours depuis plusieurs années, s'est considérablement accéléré depuis le début de l'intifada. Celle-ci a, en effet, porté à son comble l'exaspération d'un pouvoir qui, en 1987, croyait avoir définitivement mis les Palestiniens "hors d'état de nuire". L'intifada, qui plus est, a recours à des formes de lutte qui lui ont acquis, non seulement une forte sympathie internationale, mais aussi la sympathie de milliers de Juifs israéliens — des formes de lutte qui rendent possible une solidarité au sein même de l'Etat d'Israël, bien plus large que celle du petit noyau marginal traditionnel des anti-sionistes militants, dotés du grand courage moral indispensable pour affronter le climat de fanatisme régnant dans la société sioniste.

Liberté pour Michel !

Joint au téléphone aussitôt après le jugement, Michel nous a confirmé qu'il devait être incarcéré à partir du 14 novembre. Ses avocats — dont sa compagne, Léa Tsemel, mondialement connue pour son grand courage dans la défense des Palestiniens — ont introduit une procédure d'appel suspensif, avec très peu d'espoir d'obtenir gain de cause. Michel, lui, a un moral d'acier : « C'est notre contribution à l'intifada ! » nous a-t-il déclaré fièrement.

Nous sommes persuadés, quant à nous, que Michel y contribue encore plus en liberté — et que le type de contribution qu'il y apporte est des plus précieux, car des plus rares. C'est pourquoi, il faut se mobiliser immédiatement, avec la plus grande énergie, pour protester contre l'incarcération de Michel.

Ceux qui l'ont condamné avouent implicitement leur attachement à la torture ! Il faut leur démontrer que la détention de Michel leur sera encore plus préjudiciable que sa liberté d'action. ■

Salah Jaber
9 novembre 1987